GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT: Trois Mois, 18 Francs. Six Mois, 36 Francs. L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LEGALES.

BUREAUX: RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2, au coin du quai de l'Horloge, à Paris. (Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour royale de Paris (3^e ch.): Communauté; faillite du mari; obligation solidaire de la femme; concordat; exécution. — Cour de cassation (ch. criminelle). — Peine de mort; Algérie; interprète; serment. — Peine de mort; Algérie; interprète; fin de non-recevoir. — Cour d'assises de la Seine: Infanticide. — Tribunal correctionnel de Nantes: Troubles de Châteauneuf à l'occasion des élections; MM. de Boispean et de la Valette contre MM. de la Pilosgerie, de Montigny et Chardonneau. — CONCORDAT. — LES INSTITUTES DE JUSTINIEN.

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE PARIS (3^e chambre).

Présidence de M. Moreau.

Audience du 13 février.

COMMUNAUTÉ. — FAILLITE DU MARI. — OBLIGATION SOLIDAIRE DE LA FEMME. — CONCORDAT. — EXECUTION.

1^o Le porteur de l'obligation solidaire du mari et de la femme commune en biens ne peut, après la faillite du mari et le concordat qui l'a suivie, exercer, comme créancier de la femme, dont les droits ne sont pas liquidés, aucun acte d'exécution sur les biens de la communauté (art. 1419 du C. civ.).

2^o Il ne peut plus du chef de la femme, et avant toute liquidation de communauté, réclamer du mari le dividende qui serait dû à la femme commune en biens, à raison des reprises auxquelles elle aurait droit (art. 1446.)

En 1837, les époux Burckard souscrivirent au profit des époux Lebrun, un billet solidaire d'une somme de 8,000 francs, pour argent prêté. En juin 1839, le sieur Burckard tomba en faillite. Les époux Lebrun produisirent leur titre, qui fut vérifié et admis. M^{me} Burckard n'ayant point demandé sa séparation de biens, ne fut point appelée à la faillite. Le 22 août 1840, un concordat fut accordé au failli, avec remise de 60 pour 100; les 40 pour 100 de surplus devant être payés par dixième, d'année en année, à partir du jour de l'homologation.

Cependant M. Lebrun, craignant d'encourir la prescription quinquennale, fit, à la date du 18 juin 1844, protester le billet à ordre dont il était porteur, puis il fit assigner la dame Burckard, et son mari pour la validité, devant le Tribunal de commerce, et obtint contre elle un jugement portant condamnation au paiement de la somme de 6,500 francs, restant due sur le billet dont s'agit, avec les intérêts à compter du jour du protêt.

En vertu de ce jugement, Lebrun tenta une saisie sur les biens de la communauté, mais une ordonnance de référé ordonna la discontinuation des poursuites.

Les époux Lebrun formèrent alors devant le Tribunal civil une demande par laquelle, se fondant sur les dispositions des articles 1419 et 1446 du Code civil, ils conclurent à ce qu'il fut ordonné « qu'en exécution du jugement par eux obtenu contre leur débiteur solidaire, les époux Lebrun pourraient faire saisir et vendre tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à la dame Burckard, les biens de son mari qu'elle a obligés, et ceux de sa communauté après l'accomplissement des formalités voulues par la loi. »

Il était reconnu dans la cause que la dame Burckard n'avait aucun biens propres, que tous ses droits étaient confondus dans la communauté toujours subsistante, et que la communauté n'avait qu'un immeuble acquis depuis la faillite.

Dans cet état de choses, la demande des époux Lebrun fut repoussée par un jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 7 mai 1846, et ainsi conçu :

« Le Tribunal,

« Attendu qu'il est constant au procès qu'en juin 1839, Burckard, déclaré en faillite, a obtenu de ses créanciers un concordat qui a fixé à 40 pour cent les dividendes promis; que les époux Lebrun ont figuré au concordat; que dès lors, il peut leur être opposé;

« Attendu que s'agissant dans l'espèce de débiteurs placés dans des conditions particulières par suite de la communauté dont la dissolution n'a pas été prononcée, il n'y a lieu à l'application des principes généraux du droit en matière de solidarité;

« Attendu que les poursuites des sieur et dame Lebrun sur les biens de la communauté en vertu de leurs créances personnelles contre la femme Burckard auraient pour résultat inévitable d'empêcher le failli d'exécuter les clauses de son concordat; qu'ainsi les mariés Lebrun se trouveraient immédiatement affranchis de l'engagement qui leur est imposé, et placés dans une situation plus favorable que les autres créanciers, ce qui serait contraire au vœu formel de la loi;

« Attendu que, tant que la communauté subsiste, il est impossible de savoir si ultérieurement la femme aura droit à tout ou partie des valeurs formant l'actif de la communauté; que, dans ces circonstances, le jugement du 4 octobre ne peut être exécuté que sur les biens personnels de la dame Burckard;

« Par ces motifs, déboute Lebrun de sa demande; ordonne que les poursuites par lui commencées sur le mobilier de la communauté seront discontinuées, condamne les époux Lebrun en tous les dépens. »

Tel est le jugement dont l'appel est soumis à la Cour. M^o Datar, avocat des époux Lebrun :

Le grief principal que fait ce jugement est d'avoir méconnu d'une manière absolue le droit d'exécution accordé aux créanciers personnels de la femme (art. 1419) sur les biens de la communauté et sur ceux du mari, droit que l'état de faillite du mari modifie peut-être, mais n'éteint certainement pas. Ce droit est indépendant de la solidarité, et il peut même être exercé alors que le mari n'a fait qu'autoriser sa femme à contracter une dette personnelle. La principale raison en est que tous les biens mobiliers de la femme, qu'ils tombent ou non en communauté, sont confondus pendant le mariage avec les biens de la communauté ou avec ceux du mari. Aussi la liquidation de la femme ayant contracté sous l'autorisation du mari puisse exécuter les biens du mari et ceux de la communauté, pour éviter l'injustice de faire attendre le créancier jusqu'à la dissolution. Le droit du créancier reste le même alors qu'il est porteur d'une obligation solidaire. Avant la loi de 1838 sur les faillites nul ne contestait que le créancier du mari et de la femme, débiteurs solidaires, lors-

que celle-ci n'avait point comparu au concordat, ni provoqué sa séparation de biens, ne s'étendit sur les biens de la communauté. Ce principe a été, en effet, consacré par un arrêt de la Cour royale de Paris du 14 juillet 1836. Il n'en saurait être autrement depuis, car la loi nouvelle ne contient rien de spécial sur le cas où la femme aurait contracté des dettes du consentement du mari avant la faillite du mari concordataire.

Il peut pourtant paraître vrai que l'exécution ne doive pas avoir lieu pour la totalité de la dette, mais seulement jusqu'à concurrence des dividendes qui seraient dus à la femme elle-même, si elle s'était fait admettre à la faillite, et cette opinion trouverait un appui dans le texte de l'article 516 du Code de commerce, qui porte que l'homologation du concordat le rendra obligatoire pour tous les créanciers portés ou non portés au bilan, vérifiés ou non vérifiés. C'est ce qui fait l'objet de conclusions subsidiaires des époux Lebrun, qui demandent à être autorisés à toucher des mains du mari le dividende revenant à la femme Burckard, pour raison des reprises et créances qu'elle a à exercer contre lui en vertu de son contrat de mariage, droit qui dérive des dispositions de l'article 1446 du Code civil.

M^o Benoit-Champy, avocat de la dame Burckard, reproduit les arguments de la sentence attaquée; il y ajoute cette considération que, si durant la communauté, le mari est mis en faillite, c'est la communauté elle-même dont il est le chef, qui subit la faillite, et que le concordat qu'obtient le mari, doit par réciprocité profiter à la communauté; discutant les conclusions subsidiaires, M^o Benoit-Champy soutient que tant que dans la communauté, la femme n'a aucun droit certain et déterminé sur les valeurs qui la composent, que la liquidation de ses droits ne peut être poursuivie qu'après dissolution de la communauté; et que ses créanciers étant inhabiles à provoquer la séparation de biens, il s'ensuit que l'article 1446 du Code civil n'est pas applicable à la cause.

M. l'avocat-général Berville a conclu à la confirmation du jugement et au rejet des conclusions subsidiaires, par les raisons de droit développées dans l'intérêt de l'intimité.

La Cour a rendu l'arrêt suivant :

- La Cour,
En ce qui touche les conclusions principales;
Adoptant les motifs des premiers juges;
En ce qui touche les conclusions subsidiaires;
Considérant que les époux Lebrun ne peuvent, en présence du concordat accordé au mari, exercer du chef de leur débiteur, sur les biens de la communauté dont le mari est l'administrateur et le maître, d'autres droits que ceux qui appartiennent à la femme;
Considérant que les droits de celle-ci ne peuvent être déterminés que par une liquidation, laquelle n'a pas eu lieu;
Sans avoir égard aux conclusions subsidiaires dont les appelants sont déboutés,
Confirme.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle.)

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 25 février.

PEINE DE MORT. — INTERPRETE. — SERMENT.

Le nommé Grall a été condamné à la peine de mort par arrêt de la Cour d'assises du Finistère, du 21 janvier dernier, comme coupable de tentative caractérisée d'assassinat. Sur le pourvoi de Grall, M. le conseiller Isambert, rapporteur, a relevé, d'office, un moyen tiré de ce que l'interprète nommé à l'accusé dès la formation du jury avait prêté serment dès ce moment, c'est-à-dire en la chambre du conseil, et n'avait pas réitéré son serment à l'audience publique où il avait assisté l'accusé.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Boisieux, a rejeté ce moyen et le pourvoi. (M^o Lanvin, avocat d'office.)

PEINE DE MORT. — ALGERIE. — INTERPRETE. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Le nommé Mohamed-Bal-Mana, condamné à mort par arrêt de la Cour royale d'Alger, du 11 décembre dernier, comme coupable d'avoir soustrait un mulet sur le marché de Philippeville, et cela de nuit de complicité avec d'autres, lesquels étaient porteurs d'armes, et d'avoir, pour assurer la consommation de ce vol, commis un homicide volontaire sur la personne du soldat Hantz, placé en faction, s'est pourvu en cassation contre cet arrêt.

M^o Lanvin, avocat du demandeur en cassation, a proposé et développé deux moyens : l'un tiré de la violation de l'article 62 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, et résultant de ce que, devant le Tribunal de première instance, les témoins n'ont pas été invités, avant de signer leurs dépositions, à déclarer si l'analyse faite par le greffier desdites dépositions avait été fidèlement reproduite; l'autre tiré de la violation de l'article 332 du Code d'instruction criminelle, et résultant de ce que, devant le Tribunal de première instance, l'accusé, qui est Arabe et ne sait pas un mot de français, n'avait pas été assisté d'un interprète.

Répandant d'avance à l'objection dérivant de la loi du 29 avril 1806, qui porte que le prévenu en police correctionnelle ne sera pas recevable à présenter comme moyens de cassation les nullités commises en première instance et qu'il n'aurait pas opposées devant la Cour d'appel, l'avocat a soutenu, en s'étayant de l'autorité de Merlin (v^o Témoin judiciaire, § 3), que cette loi avait été abrogée par l'article 408 du Code d'instruction criminelle; que d'ailleurs cette loi, applicable au prévenu en police correctionnelle, est sans autorité dans l'espèce, où le demandeur en cassation, inculpé d'un double crime, était accusé en matière criminelle.

Mais la Cour, après un long délibéré, a décidé, au rapport de M. le conseiller Vincens-St-Laurent, et sur les conclusions conformes de M. de Boisieux, avocat-général, que la loi du 29 avril 1806 est applicable dans la cause, et par ce motif elle a rejeté le pourvoi.

La Cour a en outre rejeté les pourvois :

- 1^o De Désiré Lachapelle (Lot-et-Garonne), cinq ans de travaux forcés, tentative d'assassinat, mais avec des circonstances atténuantes; — 2^o De Bertrand Lacour (Gers), travaux forcés à perpétuité, assassinat sur la personne d'un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions, mais avec des circonstances atténuantes; — 3^o De Jean-Sébastien Fessy (Seine), huit ans de travaux forcés, vol d'argent avec violence; — 4^o De Joseph Goldschmitt (Doubs), deux ans de prison, recel de marchandises détournées en faveur d'un failli; — 5^o Du nommé Hassen-Pen-Hamed (Cour royale d'Alger) jugéant criminellement, cinq ans de réclusion, vol, la nuit, dans une maison habitée; — 6^o De François Caupin (Cher), travaux forcés à perpétuité, incendie; — 7^o De François Coquard (Doubs), deux ans de prison et 400 fr. d'amende, faux en écriture privée; — 8^o De Marie Reynancourt, femme Debrulle (Seine), huit ans de travaux forcés, complicité de vol; — 9^o D'Eugène Lebeau, ayant M^o Lanvin pour avocat, contre un arrêt de la Cour d'assises de la Seine qui le condamne à dix ans de ré-

clusion pour tentative de vol avec fausses clés dans une maison habitée.

Ont été déclarés déchu de leur pourvoi, à défaut de consignation d'amende et de production des pièces supplétives spécifiées dans l'article 420 du Code d'instruction criminelle :

- 1^o Remy Menut, condamné pour infraction au ban à trois années d'emprisonnement, par arrêt de la Cour royale de Metz, chambre des appels de police correctionnelle; — 2^o Jérôme Raysse, condamné à cinq ans de prison par arrêt de la Cour royale de Toulouse, chambre des appels de police correctionnelle, du 31 décembre dernier, comme coupable de vol et de rupture de ban.

Statuant sur les demandes en règlement de juges formées :

- 1^o Par M. le procureur-général à la Cour royale de Douai, afin de faire cesser le conflit qui s'est élevé entre la chambre du conseil du Tribunal de Cambrai et la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour royale de Douai, dans le procès instruit contre Léopold Millot, prévenu de vol de récolte non détachée du sol; la Cour, vu les articles 526 et suivants du Code d'instruction criminelle, sans avoir égard à l'ordonnance de la chambre du conseil sus-énoncée, a renvoyé l'inculpé avec les pièces de la procédure devant la chambre d'accusation de la Cour royale de Douai, pour y être procédé conformément à la loi;

- 2^o Par M. le procureur du Roi près le Tribunal supérieur de Cahors, afin de faire cesser le conflit négatif qui s'est établi entre la chambre du conseil du Tribunal de Gordon et le Tribunal correctionnel de Cahors, dans le procès instruit contre Pierre Molinier, conducteur des ponts-et-chaussées, et Jean Glénad, cantonnier sur les routes départementales, prévenus d'escroquerie envers divers individus, auxquels ils promettaient des places de cantonniers; la Cour, vu les articles 526 et suivants du Code d'instruction criminelle, a renvoyé les inculpés ci-dessus nommés, avec les pièces de la procédure, devant la chambre des mises en accusation de la Cour royale d'Agen pour y être fait droit, tant sur la prévention que sur la compétence, conformément à la loi.

Sur les pourvois de l'administration des forêts contre deux jugements du Tribunal correctionnel de Saint-Flour, rendus en faveur des sieurs Paulard et Jérôme Pons, la Cour a cassé et annulé ces deux jugements pour violation de l'article 146 du Code forestier.

Elle a aussi cassé, sur le pourvoi de la même administration et pour violation des articles 144 et 143 du même Code, un arrêt de la Cour royale de Riom (chambre des appels de police correctionnelle), rendu au profit du sieur Malval; plaiddant M^o Chevalier, avocat.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Partrier-Lafosse.

Audience du 25 février.

INFANTICIDE.

Nous avons signalé souvent le danger que rencontrent à Paris les jeunes filles que la province y envoie tous les ans, sous prétexte d'y servir comme domestiques, et qui ne tardent guère à succomber aux séductions de toute nature qui les entourent. Combien de fois nous avons vu de ces malheureuses filles venir s'asseoir sur le banc des assises, sous l'accusation de vol au préjudice de leurs maîtres, et, quoique plus rarement, sous l'accusation bien plus grave d'infanticide. C'est à une accusation de ce genre que la fille Sophie Lemarié, âgée de vingt et un ans, née à Melleroy (Sarthe), vient répondre aujourd'hui devant le jury. Mais ce n'est pas à Paris que cette fille s'est perdue; c'est en province, près de Châteaudun, où elle était domestique, que la séduction l'a trouvée faible, et elle n'est venue à Paris que pour y cacher les suites de sa faute.

Elle est assistée de M^o Blot-Lequesne, avocat.

M. l'avocat-général Jallon occupe le siège du ministère public.

Voici les faits de cette accusation :

Dans les premiers jours de janvier 1846, Sophie Lemarié entra comme domestique au service des époux Tassard, marchands épiciers, rue du Bac, 63. Elle leur avait été recommandée par la femme Soupiot, une de leurs voisines, dont la mère, Rosalie Juré, avait servi pendant plusieurs années à Châteaudun, en même temps que la fille Lemarié. Les époux Tassard ne tardèrent pas à remarquer que leur domestique prenait chaque jour de plus en plus d'embonpoint, et soupçonner qu'elle était enceinte. Mais ce fut en vain que sa maîtresse l'engagea à lui dire la vérité, en promettant de venir à son aide, et que la fille Juré lui dit que sa tante lui chercherait une maison où elle pourrait accoucher en secret: Sophie Lemarié répondit toujours que les bruits qui couraient sur son compte étaient calomnieux.

Cependant, le vendredi 30 octobre, après avoir préparé le déjeuner, elle se plaignit d'être malade et se mit au lit; elle y passa les trois jours qui suivirent son accouchement. Sa maîtresse, voyant son indisposition se prolonger, fit appeler M. Poyer, médecin, à qui la fille Lemarié se plaignit seulement de maux de tête. Mais le docteur Poyer l'ayant questionnée, soupçonna qu'elle était accouchée récemment. Il acquit bientôt la certitude que ses soupçons étaient fondés, et il demanda aussitôt avec vivacité à la fille Lemarié ce qu'elle avait fait de son enfant; elle lui répondit qu'il était mort, et qu'elle l'avait mis à la tête de son lit. Le sieur Poyer souleva les deux matelas, et, après avoir déchiré la toile de la paille, il y découvrit, enveloppé dans un mouchoir, le cadavre d'un enfant nouveau-né du sexe masculin.

Le commissaire de police ayant été prévenu, se transporta immédiatement auprès de l'accusée pour l'interroger; elle lui déclara qu'elle était accouchée dans la nuit du 29 au 30 octobre, que son enfant était mort en naissant, et que, le voyant sans vie, elle l'avait caché dans sa paille. Devant M. le juge d'instruction, après avoir renouvelé ces premières déclarations, elle a prétendu qu'elle s'était trompée sur le terme de sa grossesse; que son projet était, en voyant approcher ce terme, de donner un motif quelconque pour quitter la maison de la dame Tassard et d'aller se présenter dans un hospice; à la Bourbe, dont elle ignorait la situation, mais qui lui avait été désigné par Rosalie Juré, et où elle avait prié celle-ci de la conduire.

Les réponses de Sophie Lemarié ont été complètement démenties par le résultat de l'instruction; ainsi les hommes de l'art chargés d'examiner le corps de l'enfant, ont reconnu qu'il était venu à terme, qu'il était viable, et qu'il avait respiré; ils ont constaté, en outre, les traces d'une pression exercée sur la bouche et sur la tête, pour étouffer ses cris, et ils en ont conclu que la mort était le résultat de la suffocation.

L'instruction a fait connaître que la grossesse de l'accusée était le résultat des rapports intimes qu'elle avait eus avec un domestique de Châteaudun, qui lui avait donné le conseil, lorsqu'elle serait rendue à Paris, pour y cacher sa faute, d'aller accoucher dans un hospice.

Sophie Lemarié appartenait à une famille honnête; les maîtres chez lesquels elle a successivement servi depuis l'âge de dix-sept ans, ont rendu d'elle un bon témoignage, et sa con-

duite avait continué à être bonne jusqu'à l'époque où s'étaient établies les relations à la suite desquelles elle était devenue enceinte.

M. le président interroge l'accusée, qui persiste dans les déclarations qu'elle a faites devant le juge d'instruction. Elle reconnaît le fait de son accouchement, mais elle dit ne pas se souvenir si elle a donné la mort à son enfant. « Si l'enfant a péri par mes mains, dit-elle, ce n'est pas volontairement que je lui ai donné la mort. »

On entend les domestiques :

Rosalie Juré, domestique : Je suis de Châteaudun, comme la fille Lemarié. Elle m'a écrit à Paris, où j'étais, pour que je lui procure une place, et je l'ai fait placer chez les époux Tassard, épiciers rue du Bac. Elle était grosse à ce moment, mais je ne le savais pas, de sorte que j'y fus bien étonnée quand ma tante Soupiot m'en parla. J'en fis part à la fille Lemarié, qui me dit que c'étaient de faux bruits, qu'elle n'était pas grosse.

M. le président : Accusée, vous entendez.

L'accusée : J'avais honte... Je ne voulais l'avouer qu'au dernier moment.

Le témoin : Ma tante lui offrait une maison où elle pourrait accoucher en secret.

M. le président : Avez-vous parlé de la Bourbe à l'accusée? — R. Je ne peux pas lui avoir désigné cette maison, puisque je ne la connaissais pas, et que je ne la connaissais pas même encore aujourd'hui.

Femme Soupiot, tante du précédent témoin : J'ai connu la fille Lemarié par ma nièce Rosalie, et je l'ai fait entrer chez les époux Tassard. Bientôt après j'ai entendu dire que la fille Lemarié était grosse; j'en ai parlé à ma nièce, qui en a parlé à l'accusée. Celle-ci a nié que cela fût vrai. Elle m'a répété à plusieurs reprises ses dénégations. Ma nièce lui a proposé de ma part une maison où elle pourrait accoucher secrètement. Tout cela se passait un mois ou quinze jours avant qu'elle accouchât.

Adèle Lemoine, femme Tassard, épicière et chocolatière, rue du Bac : M^{me} Soupiot m'a procuré l'accusée comme domestique. Ce que j'ai vu... je n'ai rien vu.

M. le président : Comment! vous n'avez rien vu? Est-ce que vous n'avez pas vu qu'elle était enceinte? — R. Je suis si jeune... Je ne m'y connais pas. (On rit.)

D. Mais, quelque jeune que vous soyez, vous êtes mariée, et vous savez qu'il y a des signes extérieurs auxquels on reconnaît une grossesse? — R. Je la croyais incapable de cette chose... Quand je lui en parlai, elle m'a avec énergie. Je pensai que les bruits répandus sur elle étaient faux. Ce ne fut que plus tard que j'appris ce qui en était. Je fis venir un médecin qui découvrit l'enfant et envoya chercher le commissaire de police.

M. le président lit, en vertu du pouvoir discrétionnaire, la déclaration d'un témoin absent, la demoiselle Abat, fille de comptoir chez les époux Tassard, et dont la chambre était contiguë à celle de l'accusée. Cette déclaration est analysée dans l'accusation.

Victor Poyet, médecin : Le 30 octobre j'ai reçu une lettre de M^{me} Tassard, qui me priait de passer chez elle pour voir sa cuisinière, qui était souffrante d'une maladie assez extraordinaire, sans s'expliquer autrement. Cette fille me parut peu malade extérieurement. Cependant la lettre de M^{me} Tassard avait excité des doutes dans mon esprit; je l'examinai de plus près, je la pressai de questions. Je suis un confesseur, lui dis-je; dépêchez-vous de me faire vos aveux pendant que M^{me} Tassard n'est pas là. Vous venez d'accoucher?... Elle soutint que non; mais bientôt, sur de nouvelles instances de ma part, elle finit par convenir qu'elle était accouchée dans la nuit, mais d'un enfant mort. — Qu'en avez-vous fait? — Il est au pied de mon lit. — Je l'y cherchai en vain, et ce ne fut que sur de nouvelles instances qu'elle me dit : « Il est entre les matelas et la paille. »

Je l'y trouvai en effet. Vous comprenez que cela devenait trop grave, et je dus prévenir le commissaire de police, avec qui je pris des mesures pour que cette fille fût transportée et soignée à l'hospice Necker. J'ai fait l'autopsie du cadavre de l'enfant avec M. le docteur Biyard. Nous avons trouvé du méconium dans les intestins, ce qui nous indiquait que l'enfant avait vécu. Nous avons plongé les poumons entiers dans l'eau, et ils ont surnagé; nous les avons coupés par petits morceaux, et ces morceaux ont aussi surnagé. Il n'était plus possible de douter que l'enfant fût né viable et qu'il eût vécu. L'état de la figure indiquait qu'il avait cessé de vivre par suite des violences qui avaient produit la suffocation.

M. Blot-Lequesne : M. le docteur a-t-il vu de suite ces traces de violences?

Le témoin : Oui.

M. Blot-Lequesne : Votre premier rapport n'en dit rien.

M. le président : Je vais lire ce rapport. Il résulte de cette lecture que les traces de compressions n'étaient pas extérieurement visibles; que l'autopsie seule pouvait donner des certitudes à cet égard, et, en effet l'autopsie a donné les preuves irrécusables de cette compression.

M. le docteur Biyard fait une déclaration conforme en tous points à celle que vient de faire M. Poyer.

M. l'avocat-général Jallon soutient l'accusation, et M^o Blot-Lequesne présente la défense.

Après les plaidoiries et une réplique de M. l'avocat-général, M. le président rappelle les deux médecins. M. Biyard rentre de nouveau dans la discussion des faits observés à l'autopsie et présente quelques nouvelles observations médicales.

M^o Blot-Lequesne, en commençant sa réplique, s'élève contre l'influence que peuvent avoir à ce moment du débat des détails nouveaux qui ne se trouvent en aucune façon dans les rapports judiciaires que la défense a à combattre.

M. le président résume les débats, et le jury entrant en délibération à trois heures et un quart, il revient à l'audience à trois heures et demie et rend un verdict de culpabilité avec circonstances atténuantes.

En conséquence de cette déclaration, la fille Lemarié a été condamnée à quinze ans de travaux forcés sans exposition.

Cette malheureuse en se retirant pousse des cris aigus.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE NANTES.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Marion aîné.

Audience du 20 février.

TROUBLES DE CHATEAUBRIANT A L'OCCASION DES ELECTIONS. — MM. DE BOISPEAN ET DE LA VALETTE CONTRE MM. DE LA PILOSGERIE, DE MONTIGNY ET CHARDONNEAU.

Pendant que la Cour d'assises de Maine-et-Loire avait à statuer sur l'accusation relative aux élections de Quimperlé, le Tribunal correctionnel de Nantes, jugeant en appel, s'occupait d'un procès né d'autres élections, dans lesquelles la violence matérielle serait intervenue pour entraver la liberté des votes. Il s'agissait des troubles survenus à Chateaubriant lors de la nomination de M. Delahaye-Jousselin, et qui motivèrent, un mois après, une condamnation à diverses peines contre dix-huit prévenus de coups et de rébellion.

MM. de Boispéan et comte de la Valette, victimes de ces faits, et qui dans le premier procès s'étaient portés parties civiles, avaient ensuite cité directement devant le Tribunal de police correctionnelle MM. de la Pilosgerie, concurrent de M. Delahaye-Jousselin, de Montigny, ancien sous-préfet de l'arrondissement, et Chardonneau, notaire, pour avoir à répondre des mêmes actes de violences, dont ils auraient été les instigateurs.

Diverses exceptions furent proposées dans l'intérêt des prévenus. Mais le Tribunal de Chateaubriant, sans les examiner, se déclara incompétent, par le motif que la plainte paraissant imputer aux prévenus d'avoir voulu porter atteinte à la liberté des élections, ces faits constituaient un délit politique justiciable de la Cour d'assises.

C'est sur l'appel de ce jugement que l'affaire venait devant le Tribunal de Nantes.

Après le rapport présenté par M. Demangeot, juge, M^r Madier de Montjau, avocat du B^rreau de Paris, qui avait déjà plaidé à Chateaubriant pour MM. de Boispéan et de la Valette, s'exprime ainsi :

La position de MM. de Boispéan et de la Valette est vraiment singulière : Depuis bientôt 6 mois, victimes des violences les plus inouïes, ils demandent en vain la réparation qui leur est due. Chaque fois qu'ils se présentent devant la justice, la justice semble fuir devant eux, et tel est l'art avec lequel on élève au-devant de leurs adversaires la barrière des exceptions, qu'ils n'ont pu atteindre encore ceux-là mêmes que, sur les poursuites du ministère public, le Tribunal de Chateaubriant a condamnés dans l'intérêt de la loi et de la société.

Aujourd'hui (et vous signaler cette bizarrerie, par le seul exposé des faits, renverser le jugement que nous attaquons), quand nous venons poursuivre MM. de la Pilosgerie, de Montigny et Chardonneau pour les mêmes délits qui ont motivé contre dix-huit autres une condamnation, le Tribunal qui a prononcé ce premier jugement se déclare incompétent et nous renvoie chercher d'autres juges, comme si la juridiction devait changer avec le rang des prévenus !

Le rapport vous a déjà indiqué les faits : je suis obligé de vous les rappeler.

Dans les premiers jours d'août, la petite ville de Chateaubriant avait à nommer un député, par suite de la dissolution de la Chambre ; deux candidats étaient en présence : M. Delahaye-Jousselin, ami de mes clients, plusieurs fois nommé déjà, et M. de la Pilosgerie, notre adversaire. A l'avance on annonçait que la lutte serait vive ; des bruits fâcheux circulaient dès longtemps et faisaient pressentir des événements plus fâcheux encore. Et, en effet, le scrutin s'ouvrit, et le bureau fut nommé au milieu des vociférations. Le lendemain les faits prenaient un caractère plus grave : la menace se joignait à l'insulte. Chaque électeur soupçonné d'avoir voté pour M. Delahaye-Jousselin était poursuivi par les huées et les injures. Ce furent ces cris de : « A bas les chouans ! mort aux républicains ! » qui accueillirent MM. de Boispéan et de la Valette au sortir de la salle des élections. Leur patience défilait, et quand leur sang devait bouillonner, ils restèrent impassibles, résolus à ne donner aucun prétexte à des violences préméditées. Mais les insulteurs avaient décidé d'aller jusqu'au bout ; le prétexte leur manquait : ils s'en passèrent, et ce l'injure ils en vinrent aux coups.

M. de Boispéan roula avec ses cheveux blancs dans la boue des ruisseaux, et, comme lui, M. de la Valette, meurtri de coups, ne dut son salut qu'à l'énergique intervention de la gendarmerie. M. de la Pilosgerie, revêtu cependant alors des fonctions municipales, eut, au milieu de ce désordre, une attitude singulière ; en le vit se promener indifférent dans la foule qui s'agitait à un signe de lui et se calma à son ordre ; et, quand effrayé à la fin il intervint pour protéger et défendre, ce fut comme à regret et en imposant aux victimes je ne sais quel protocole d'une capitulation monstrueuse : il fallut que saignant des coups qu'ils avaient reçus, se traînant au sortir de la maison qui leur avait donné asile, sur le bras d'un ami, MM. de Boispéan et de la Valette se découvrirent devant ceux qui leur avaient fait subir ces atteintes brutales sous lesquelles un homme de cœur sent tout son être se révolter et frémir.

Le ministère public s'emut de ces faits ; il prit la charge de les poursuivre. Obligé de les qualifier alors, obligé d'opter entre les juridictions, il vit à des délits, et de même que la chambre du conseil, il saisit la police correctionnelle. Vous savez ce qu'il en advint. Le Tribunal ratifia la qualification, il reconnut sa compétence, et le 2 septembre dernier intervint le jugement auquel je faisais allusion en commençant, qui condamnait dix-huit prévenus comme coupables de coups et de rébellion.

MM. de la Valette et de Boispéan étaient aussi parties civiles à ce procès ; ils ne contestèrent pas la juridiction, et quelques jours après le ministère public, par un appel à minima, et vous mêmes, Messieurs, par un nouveau jugement qui élevait la pénalité contre l'un des prévenus, vous la reconnaissez également.

Certes, il semblait que sur la nature des faits, sur le Tribunal qui devait en connaître, le doute ne pût plus exister. Il n'en fut pas ainsi.

La justice n'avait pas mis la main sur tous les coupables. Ce n'était pas seulement M. de la Pilosgerie qui avait échappé à la recherche du parquet ; MM. de Montigny et Chardonneau avaient pris, eux aussi, une part déplorable aux scènes du 2 août ; on savait que depuis longtemps ils avaient annoncé ce qui se passerait ; on les avait vus souriant au spectacle de ces indignités. MM. de Boispéan et de la Valette les indiquèrent du doigt à la justice.

Quelle que fut la forme de leur plainte, sans qu'il fut besoin de viser dans leur citation des articles du Code pénal, lorsqu'ils venaient dénoncer les complices d'actes déjà jugés, ils devaient attendre que le Tribunal leur ouvrirait la lice, que leurs adversaires les y suivraient pour y combattre avec des armes sinon courtoises, du moins loyales.

Eh bien ! non, on refusa le combat ; on se réfugia derrière les broussailles des exceptions. Cette affaire si simple fut pour les prévenus, les magistrats, les avocats et le public, tout un cours d'instruction criminelle.

On plaida le besoin d'une autorisation pour poursuivre M. de la Pilosgerie, comme s'il rentrait dans les attributions d'un maire de fomenter l'insurrection.

Puis on plaça la non pertinence des faits.

Le ministère public repoussa ces systèmes, mais il en imagina un autre ; lequel, je ne sais pas trop.

Ce ne fut point encore celui-là qu'accepta le Tribunal.

Il était dit que chacun se mettrait en frais d'imagination et ce fut en considérant ces faits comme constituant un délit politique, qu'il se déclara incompétent.

Ainsi chacun avait trouvé quelque chose, excepté l'avocat qui vous parle, et qui trouva seulement qu'on aurait mieux fait de ne rien chercher.

Dans l'intérêt de MM. de la Pilosgerie, de Montigny et Chardonneau, on avait plaidé que les faits n'étaient point déterminés, que la plainte était vague, qu'elle n'articulait pas un délit ; ce qu'elle dénonçait, disait-on, ce n'est rien ; le Tribunal a dit c'est trop. (Rires.) Et ce n'est pas, je vous l'avoue, sans une impatiente curiosité, que j'attends de voir comment mon habile adversaire, qui soutint si bien la première thèse devant

les premiers juges, justifiera la seconde en défendant aujourd'hui le jugement que j'attaque.

Mais d'abord, pourquoi donc cette diversité entre les deux jugements ? Pourquoi le Tribunal compétent le 2 septembre contre Defermon et autres, ne l'était-il plus en décembre pour juger leurs complices ? Découvriens-nous des faits nouveaux ? Rien n'était survenu depuis les élections : aucune scène nouvelle n'avait troublé le calme de Chateaubriant ; depuis cette époque, honteux ou peut-être inquiet, M. de la Pilosgerie s'était retiré dans sa douleur de candidat battu, M. de Montigny dans ses éternels regrets de sous-préfet destitué ; et M. Chardonneau, rentré dans son étude, y libellait des actes. (Hilarité.)

Arrivant ici à la discussion de droit, l'avocat soutient qu'après que la plainte mal rédigée ne s'écarterait point d'une manière précise le délit reproché, le Tribunal aurait à déterminer sa juridiction, alors surtout que, comme dans l'espèce, ces faits ont déjà été appréciés ; sans cela il dépendrait des parties civiles de changer à leur gré les juridictions et de traduire le complice des mêmes délits devant un autre juge. Discutant ensuite les termes mêmes de la plainte, il s'efforce d'établir qu'elle n'a point spécifié un délit politique, et qu'elle rentre sous l'application des articles 60, 311 et 313 du Code pénal. On ne saurait, selon lui, considérer comme un délit politique le fait d'avoir exercé ou provoqué des violences contre des électeurs après l'élection accomplie ; l'article 109 du Code pénal, rangé par la loi du 6 octobre 1830, parmi ceux qui constituent les délits renvoyés au jury, ne punit que le fait d'avoir par violence ou machinations empêché les citoyens de voter.

Le défenseur termine ainsi :

Disons-le donc. A l'examen de près, et les moyens plaqués par les adversaires et les motifs de ce jugement par lequel le Tribunal de Chateaubriant se déjuge, et vous demande, Messieurs, de vous déjuger, ne sont pas sérieux ; ce que l'on a voulu, oui, c'est que les juges de Chateaubriant, à leur insu, ont espéré peut-être, c'est finir ce procès en nous obligeant à recommencer toute une procédure. M. de la Pilosgerie et ses amis, qui ont peur d'une enquête, se sont dit qu'il fallait laisser notre courage et le briser contre ces incidents de procédure avec lesquels peut-être nous n'en avons pas fini. Sans doute le poids de ces longues rancunes est lourd à traîner si longtemps pour des hommes généreux comme M. de Boispéan et M. le comte de la Valette ; sans doute il leur faut de la force pour arriver jusqu'au bout de ce chemin où l'on jette un obstacle devant chacun de leurs pas. Mais pour des hommes de cœur, il est des luttes qui ne peuvent se terminer que par la victoire ou la défaite ; entre vous et nous, ce duel judiciaire, le seul permis aujourd'hui, est un duel à mort.

Maintenant pour le combat, vous voulez un autre terrain, à votre avis ; vous voulez que le jury nous juge ; si le Tribunal nous ferme l'audience de la police correctionnelle, nous irons devant le jury. Mais tenez, acceptez un conseil d'un adversaire : mieux vaut pour vous le débat amoindri que nous vous proposons ; nous ne réclamons pas pour vous un châtiement, nous voulons une correction... légitime ; mais cela seulement. Songez aux peines que peut vous infliger le jury, et demandez-vous si, par le vent qui souffle, et qui vous apporte les échos du procès d'Angers, il est prudent d'aller se faire juger par le jury sous l'accusation d'attaque aux libertés du pays et aux droits des citoyens ?

M^r Daniel Lacombe répond dans l'intérêt de MM. de la Pilosgerie et Chardonneau :

Messieurs, je n'ai pas de paroles haineuses, et je ne suivrai pas mon adversaire là où il s'efforce de m'entraîner, résolu que je suis à restreindre aux proportions d'une question de droit cette affaire, qui n'est ici rien de plus.

Un mot pourtant des faits :

La brillante imagination de mon adversaire s'est efforcée de peindre des couleurs les plus sombres les regrettables troubles de Chateaubriant. MM. de Boispéan et de la Valette auraient été violents sans provocation, sans prétexte ; et cependant, il existe deux jugements que je pourrais vous lire, dont l'un reproche à M. de la Valette, d'avoir, par de grossières paroles, par des gestes ignobles, provoqué la foule, et l'autre le condamne à huit jours de prison pour avoir porté des armes dans la salle même des élections.

Vous voyez, Messieurs, quel cas il faut faire de ces plaintes si amères ; et quand ils demandent à la loi, à la justice, une grande, une solennelle vengeance, comme si la loi et la justice les avait laissés sans appui, ils oublient encore que le 2 septembre, un mois jour pour jour après les faits accomplis, le Tribunal de Chateaubriant frappait de peines graves dix-neuf prévenus, presque tous ouvriers, pères de famille. N'était-ce pas là un holocauste suffisant ?

Où, sans doute ; et si MM. de Boispéan et de la Valette n'avaient suivi que les inspirations de leur cœur, ils n'auraient pas commencé cette nouvelle lutte, dans laquelle on nous annonce que les colères et la rancune ne feront jamais défaut.

La colère et la rancune sont mauvaises. Mais derrière ces Messieurs se cachent des hommes de passions violentes auxquels ils ont la faiblesse de prêter leur nom ; ces hommes qui se disent un parti (parti mort, parti à jamais éteint), n'ont vu dans les troubles du 2 août que l'occasion d'insulter nos institutions et ceux qui les défendent, comme si les partis renaisaient par le scandale et la diffamation ! Ils veulent en Bretagne réchauffer de vieilles colères ; ils veulent élever sur cette base leur importance et leur crédit.

Ainsi, leur premier acte dans le premier procès a été une requête à fin de renvoi pour cause de suspicion légitime, dans laquelle juges et ministère public de Chateaubriant étaient peints devant la Cour de cassation en des termes tels que je craindrais de leur faire injure en vous lisant seulement ce pamphlet diffamatoire.

Aujourd'hui ils s'efforcent, par la plainte dont vous avez à examiner les termes, de traîner sur les bancs de la police correctionnelle des hommes dont leur défenseur était forcé de reconnaître lui-même tout-à-l'heure la haute et honorable position.

Pour répondre à tout cela, il faudrait, je le répète, plus de fiel et de colère que je n'en ai dans le cœur.

J'aborde la question de compétence, la seule du procès. Et qu'on ne nous reproche pas de nous être cachés, comme on l'a dit, derrière les broussailles de l'exception ; quand la lice est ouverte, pour me servir des expressions de mon confrère, on a bien le droit, avant d'y descendre, de mesurer son adversaire et de se retirer si on ne le trouve pas à sa taille. C'est ce qu'a fait M. de la Pilosgerie, qui n'a pas voulu accepter un combat où le témoignage eût été appelé en aide à la diffamation.

Ici l'avocat défendant le jugement attaqué, cherche à établir, en s'appuyant sur le rapport fait par M. Siméon lors de la présentation de la loi d'octobre 1830, que tout fait de violence ou d'injure s'adressant à un électeur, en sa qualité, constitue un délit politique, et par conséquent est justiciable de la Cour d'assises. Ce sont des violences contre des électeurs que la citation de MM. de Boispéan et de la Valette incrimine, bien que cette plainte ne se réfère à aucun article du Code pénal d'une manière formelle ; on ne peut, en effet, dit-il, considérer MM. de la Pilosgerie, de Montigny et Chardonneau, comme passibles des peines portées par les articles 311 et 60 combinés, parce qu'on ne leur reproche pas, dans l'acte émané des plaignants, d'avoir provoqué les coups et les blessures, mais simplement d'avoir provoqué l'émeute ; or, il n'existe pas de complication par voie de conséquence. Il soutient qu'en tout cas, les faits tels qu'ils sont exprimés dans la plainte, s'ils ne constituent pas un délit politique, ne sont pas pertinents pour établir une prévention de coups et violences, et que c'est par la plainte seulement que le Tribunal est saisi.

M^r Daniel-Lacombe dit en terminant :

Telles sont, Messieurs, les observations que j'avais à vous soumettre. Je me suis efforcé de retirer de ma parole tout ce que la cause aurait pu apporter en elle de sévère et d'amer. J'ai rejeté derrière moi tous les faits, toutes les insinuations, pour rester sur le terrain du droit, du droit seul ; comme moi, vous ne vous préoccuperez pas d'autre chose.

Je désire, je souhaite ardemment que vous accueilliez les motifs d'incompétence qui ont déterminé le Tribunal de Chateaubriant ; que, dans le cas contraire, vous déclariez que les faits articulés ne constituent pas un délit. Par là vous terminerez cette lutte où notre adversaire nous promet tant de haine et de colère. Ce serait chose heureuse pour mes clients, à qui vous rendriez le repos que de mauvaises passions s'efforcent de troubler, chose heureuse pour la ville de Chateaubriant, que ces interminables procès divisent en deux camps, et qui a besoin de rentrer dans sa tranquillité ; chose heureuse surtout pour M. de Boispéan, pour M. le comte de la Valette,

qui ne prèteraient plus leur nom à une action que la loyauté de leur cœur désavoue, et qui ne viendraient plus diffamer ceux-là même qui leur ont sauvé la vie.

Après de vives répliques le Tribunal renvoie à mercredi, pour entendre les conclusions du ministère public.

CHRONIQUE

PARIS, 25 FEVRIER.

— La commission chargée par la Chambre des pairs de l'examen du projet de loi relatif au nouveau régime des prisons, a nommé M. Bérenger (de la Drôme) pour son rapporteur.

Le premier bureau a nommé M. le baron Fréteau de Pény membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur l'enseignement et l'exercice de la médecine et de la pharmacie.

— Une jeune artiste célèbre à divers titres, et qui, s'il faut en croire certains journaux, joint en ce moment d'une haute faveur dans une des cours du Nord (Voir plus bas l'article BAVIERE), M^{lle} Lola Montès, était assignée aujourd'hui devant la 5^e chambre du Tribunal civil de la Seine par M^{me} Basselet, marchande à la toilette. M^{me} Basselet réclamait de M^{lle} Lola Montès le paiement d'une somme de 600 francs qui lui était due par celle-ci pour fournitures de mouchoirs de batiste et de draps de lit garnis de dentelles ; au moment où M^{lle} Lola Montès quittait la France, M^{me} Basselet, pour assurer le paiement de sa créance, avait fait opérer une saisie conservatoire sur le mobilier de sa débitrice.

Aujourd'hui, M^r Arachequesne, avocat de la défenderesse, soutenait que la somme réclamée par M^{me} Basselet était exagérée, et qu'il y avait lieu d'opérer une réduction sur le prix indiqué par elle. M^r Rivoleto répondait, dans l'intérêt de M^{me} Basselet, que les fournitures n'avaient été faites que sur prix débattu d'avance entre les parties, et qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir la demande de M^{lle} Lola Montès.

Ce système a été admis par le Tribunal, qui a débouté M^{lle} Lola Montès de sa demande, l'a condamnée au paiement de 600 fr. et aux dépens.

— Qui des deux préviendra ? Sera-ce le système de Law ou celui du Théâtre-Historique ? Ceci demande explication.

Le Law d'aujourd'hui n'est pas ce grand Anglais, gros défricheur des écus de la rue Quincampoix, c'est un Allemand, marchand de vins à Montmartre, rue des Acacias, peu versé dans la littérature, mais qui, possédant une salle vaste et peu éclairée, basse, biscornue, a eu la pensée d'en faire un théâtre, convaincu, par le temps qui court, que les appropriations de la salle n'entrent pour rien dans un succès théâtral.

Mais il fallait se presser : l'ouverture d'un théâtre, et d'un Théâtre-Historique, était imminente ; il ne fallait pas se laisser devancer. Donc, dès le 30 janvier, l'ouverture du théâtre des Acacias, à Montmartre, était annoncée. Des billets, distribués à la main, au prix de 1 fr. 50 c., faisaient connaître que le public, admis à six heures dans la salle, aurait à se rassasier de cinq pièces, savoir : *Simplette la Chevreire*, *Zoé*, *le Doigt de Dieu*, *la Mère de Famille* et *Philippe*. Les entrées devaient être accompagnées de litres de blanc et de rouge, car le prix des places se métamorphosait en consommation, rude concurrence pour le théâtre rival où rien ne vient vous rafraîchir.

Comme à tout théâtre, il faut un directeur, ce fut à M. Léon Montaron, jeune artiste en menuiserie, que cette fonction fut confiée. Elevé malheureusement loin de l'école historique, il ne connaissait pas cette partie de l'histoire de France qui défend à un théâtre de s'ouvrir sans l'agrément de l'autorité. La conséquence de cette ignorance fut, au moment du lever du rideau, l'apparition d'un commissaire de police qui, trouvant deux cent cinquante personnes en train de se réjouir sans autorisation, dressa procès-verbal et fit baisser la toile.

Traduits aujourd'hui pour ce fait devant le Tribunal correctionnel, Law et Montaron ont excipé de leur bonne foi, de la pureté de leurs intentions ; ils ne voulaient faire tort à personne, ne prétendaient causer dommage à aucun directeur de théâtre ; et comme cette défense, qu'ils répétaient sur tous les tons, ne paraissait pas faire beaucoup d'impression sur leurs juges : « D'ailleurs, s'est écrié le spirituel directeur de la troupe, que nous reproche-t-on ? M. le commissaire de police est arrivé au lever du rideau ; nous n'avons rien joué, et nous avons été joués. »

Law : Certainement, puisque nous en sommes pour nos frais d'ouverture et un procès.

Le Tribunal, après avoir entendu M. de Charancey, avocat du Roi, qui a conclu à l'application de la loi, a remis à huitaine pour prononcer son jugement.

— Ainsi que nous l'annoncions hier, en rendant compte du procès intenté à l'Époque, pour défaut de cautionnement, deux plaintes en diffamation intentées par M. de Girardin, gérant de la Presse, contre M. Deville, gérant de l'Époque, ont été appelées aujourd'hui à la 6^e chambre. Un certain nombre de curieux s'étaient rendus à l'audience, attirés par la nouvelle que nous avions donnée. Mais leur curiosité a été déçue, et une assez bruyante hilarité s'est manifestée dans l'auditoire, lorsque l'avocat de M. de Girardin a annoncé que son client se désistait de sa plainte. Acte a été donné de ce désistement, et M. de Girardin a été condamné aux dépens.

— Depuis quelques jours, on parle beaucoup de l'Époque, on se demande qui est le gérant du journal, s'il est ou non bien et dûment marié avec la Presse, etc., etc. Mais on ne connaissait pas encore, que nous sachions, le poids spécifique, nous entendons le poids en grammes et centigrammes d'un de ses numéros. Il était réservé au sieur Seurin, marchand boucher, rue de la Ferme-des-Mathurins, 7, de fournir ce document, qui a été révélé aujourd'hui devant les magistrats du Tribunal correctionnel. Voici à quelle occasion :

Un de MM. les commissaires de police chargés de la vérification des poids et mesures était en tournée dans le quartier de la Chaussée-d'Antin. Il entre dans la boutique du sieur Seurin, marchand boucher, et y procède à la vérification des poids et des balances. Les uns et les autres étaient d'une justesse légale ; mais ces dernières étaient faussées par l'addition d'un corps étranger placé dans l'un des plateaux. Le corps étranger a été reconnu être un numéro de l'Époque plié en seize et pesant dix-huit grammes. Ceci a donné lieu à une solution arithmétique qui intéresse également les journaux et les bouchers.

L'abonnement à l'Époque coûtant 15 centimes par jour, la viande dans la Chaussée-d'Antin se vendant 80 centimes les 500 grammes, 18 grammes représentent à peu près trois centimes. Or, un boucher abonné, après avoir lu son journal, le plie en seize, le place dans le plateau de droite de ses balances, et à la cinquième pesée (5 fois 3 donnent 15), le boucher est rentré dans la prix de son abonnement.

Il est vrai qu'après ce compte fait, le boucher a un autre compte à rendre devant la police correctionnelle. Celui du boucher Seurin (il a fait défaut) malgré les ex-

plications très adroitement présentées par sa femme, a été réglé, pour détention de balances faussées, par francs d'amende et la confiscation des balances.

— La femme Courtois, âgée de quarante ans, demeurant à Paris, rue Poissonnière, 22, était traduite devant le Tribunal de police correctionnelle (6^e chambre) pour une prévention monstrueuse et heureusement fort peu neuve. Elle a avoué que, depuis cinq mois, elle ne travaille que du lucré honteux qu'elle retirait de ce commerce horriblement vil. Le Tribunal a condamné la femme Courtois à trois années d'emprisonnement, 300 francs d'amende et à dix ans d'interdiction des droits de tutelle et de conseil de famille.

— Vitrat est ouvrier cordonnier. Se trouvant dans un état de misère, il voulut utiliser ses loisirs d'une manière profitable à lui, du moins à la société, et, pour ce faire, se mit à imaginer de mieux que de s'affubler du titre de journaliste et d'en exercer les fonctions ad honorem. Il se rendit en conséquence dans le faubourg Saint-Antoine, et là, il faisait main-basse sur tous les marchands ambulants, prétendant qu'ils étaient en contravention, au motif de le suivre chez le commissaire de police, par le rivé sur la place de la Bastille, il s'esquivait, laissant les pauvres diables, qui ne savaient s'ils avaient affaire à un inspecteur indulgent ou à un mystificateur, dans l'espace de cinq jours qu'il exerça cette autorité, qui était devenu le terreur de tout le faubourg, il n'en pas moins de soixante marchands, qu'il empêcha d'exercer leur paisible commerce.

Par suite de ce fait, Vitrat était cité aujourd'hui devant la police correctionnelle (6^e chambre) sous la prévention d'immixtion dans les fonctions publiques et de restitutions illégales.

Plusieurs témoins ont été assignés. Le premier assigné est le nommé Félix Valentin, bûcheron.

J'étais, dit ce témoin, avec deux de mes confrères, nous avions une porte cochère, où nous avions l'habitude de nous réunir avec notre voiture à bras. Monsieur se présente devant moi : « Mes deux camarades, au lieu d'être devant moi ! » Mes deux camarades, au lieu d'être devant moi, poussent leur voiture dans la cour. Alors Monsieur crie : « C'est comme si vous chiez dans la cour, Monsieur, si vous m'échappez aujourd'hui, vous ne m'échapperez pas demain. » Moi, fort effrayé, je dis à Monsieur : « Vous en prie, laissez-moi, je n'ai commis aucune contravention. » Mais il ne voulut rien entendre.

M. le président : Êtes-vous autorisé à séjourner en cette porte cochère ?

Le témoin : Il y a fort longtemps que j'y stationne, jamais on ne m'a rien dit.

M. le président : Continuez.

Le témoin : Sur un nouvel ordre de Monsieur, j'ai suivi. Nous avions à peine fait quelques pas que j'ai aperçu deux agents que je connus pour faire habituellement le service dans le faubourg. Je dis alors à Monsieur : « Vous êtes sans doute nouveau dans la partie, moi et deux Messieurs qui me voient tous les jours, demandent leur si je suis en faute, ils vous diront qu'on nous a vu sous cette porte. » Dès que j'eus dit cela, il prit ses jambes à son cou et il court encore.

M. le président : Vous a-t-il fait quelque proposition d'arrangement ? Vous a-t-il fait entendre que, moyennant quelque somme, il se relâcherait de sa sévérité ?

Le témoin : Non, Monsieur ; il m'a seulement dit : « Suivez-moi, et si vous êtes raisonnable ça s'arrangera. »

M. le président : Mais il ne vous a pas demandé d'argent ?

Le témoin : Non, Monsieur.

Une marchande des quatre-saisons est entendue en suite : « Ah ! Monsieur, dit-elle, que je suis donc content de voir le loup enfermé ici !... Dieu merci il nous aendus assez malheureux tous tant que nous sommes, je vres petits marchands. »

M. le président : Cet homme vous a arrêté ?

Le témoin : Moi et tous les autres... plus de soixante nous n'osions plus paraître dans le faubourg... nous étions cinq jours sans faire notre pauvre commerce.

M. le président : Que vous disait-il ?

Le témoin : Il nous disait de le suivre chez le commissaire de police, et une fois arrivé sur la place de la Bastille, il nous laissait là et s'en allait en nous disant : « demain ! » Alors, comme nous avions peur, nous ne venions pas le lendemain. Comme je vous disais, ce fut qu'au bout de cinq jours que la mère Flambert, qui était flâner par là, nous dit : « Le loup a disparu !... Et nous sommes revenus tous. »

M. le président : Cet homme vous a-t-il proposé de vous laisser libre moyennant de l'argent ?

Le témoin : Non, Monsieur.

M. le président : A-t-il fait aux autres des propositions de ce genre ?

Le témoin : Je n'en ai pas entendu parler.

M. le président : Vitrat, qui a pu porter à l'audience un titre qui ne vous appartenait pas et à opérer de ces arrestations ?

Le prévenu Je n'en sais rien... je ne savais pas ce que je faisais.

M. le président : On comprendrait un moment d'égarement produit par l'ivresse ; mais vous avez continué pendant cinq jours.

Le prévenu : Je ne sais que vous dire ; je n'avais pas tête à moi, j'avais des chagrins.

M. le président : Vous espérez sans doute que les personnes que vous arrêtez vous offriront de l'argent pour obtenir leur liberté.

Le prévenu : Je n'avais pas cette idée là ; je n'en ai aucune espèce d'idée.

Le Tribunal, par application des articles 258 et 240 du Code pénal, condamne Vitrat à deux mois d'emprisonnement.

— Une prévention du délit de détention d'armes a été présentée par M. Lacambre, docteur en médecine, devant le Tribunal de police correctionnelle : on remarquera que le bureau une paire de pistolets de cavalerie qui a été saisie chez le prévenu.

M. le président : Ces pistolets sont évidemment des armes de guerre ?

Le prévenu : Ils m'ont été vendus pourtant pour de la vieille ferraille.

M. le président : A qui les avez-vous achetés ?

Le prévenu : Je me trouvais dernièrement à l'Hôtel de la commissionnaires-priseurs, où je voulais acheter des marchandises. L'officier ministériel qui me faisait la vente annonça une paire de pistolets sur la mise à prix fort modique de deux francs. L'espoir de faire un bon marché m'engagea à les pousser un peu, et je finis par m'en rendre adjudicataire moyennant trois francs ; comme vous voyez, on n'y a pas chait pas beaucoup d'importance.

M. le président : Ces pistolets sont en très bon état ?

Le prévenu : Ce n'est qu'après les avoir achetés que j'ai pu les examiner ; car j'ai reconnu en effet que j'avais eu là une fort bonne affaire.

M. le président : Quel besoin pour vous d'acheter des pistolets ?

Le prévenu : Mon intention était de les envoyer à mon

qui exerce la médecine en province ; sa profession...
l'obligé de circuler la nuit dans des lieux solitaires, peu sûrs et infestés de loups et de malfaiteurs.

— C'est rue de la Boule-Rouge, et non rue de Hanovre, comme nous l'avons dit par erreur dans notre précédent numéro, qu'a eu lieu l'ayant dernière nuit une descente de police, dont les conséquences ont été la saisie d'une maison de jeu clandestine et l'arrestation d'une demoiselle P... qui la tenait.

— Un jeune Allemand a été arrêté hier sous l'inculpation de s'être rendu coupable d'un vol d'une certaine importance, commis le 22 de ce mois au préjudice de M. le prince Bagration, logé momentanément à l'hôtel Royal, rue Notre-Dame-des-Victoires, 7.

— Des vols nombreux ayant été commis depuis quelque temps dans la banlieue au préjudice des cultivateurs qui sont obligés d'abandonner régulièrement chaque nuit leur domicile pour apporter leurs denrées au carreau des halles, des mesures de surveillance furent prescrites pour en découvrir les auteurs.

— Le nommé Huber, qui a figuré dans différents procès politiques, a traversé hier Paris pour être conduit de Tours à la prison de Doullens.

ERRATUM. — Dans la première notice du bulletin de la chambre des requêtes du 24 février (affaire de requête civile) on a imprimé par erreur que l'arrêt avait été rendu conformément aux conclusions de M. l'avocat-général. Il faut lire : contrairement.

ETRANGER.

— BAVIERE (Munich), 20 février. — M^{lle} Lola-Montès, qui a laissé tant de souvenirs à Berlin, à Dresde, à Paris, et qui jouit ici, comme on le sait, d'une haute protection qui fait quelque scandale, vient d'occasionner en pleine rue une scène de désordre qui a nécessité l'intervention de la police.

Hier, vers midi, la belle Espagnole se promenait dans la rue Saint-Louis, suivie d'un énorme boule-dogue. Ce chien se mit à aboyer contre les chevaux d'une charrette de brasseur, qui était arrêtée devant la porte d'un estaminet. Les chevaux s'inquiétèrent et firent quelques mouvements violents qui eurent pour effet d'exciter la rage du boule-dogue ; l'animal s'élançant sur l'un des chevaux le mordit avec fureur. Ce spectacle, qui amusait M^{lle} Lola-Montès, n'étant pas du goût du charretier, cet homme inimitable à M^{lle} Montès l'ordre de rappeler son chien, et lui dit en termes assez brusques, qu'il devrait être défendu de sortir avec un animal aussi méchant et aussi dangereux. M^{lle} Lola-Montès, soit qu'elle ne comprit pas les paroles du charretier, soit au contraire qu'elle les comprit trop bien, car on dit qu'elle parle l'allemand avec assez de facilité, emportée par un de ces mouvements de colère qui valurent à un officier prussien le fameux coup de cravache auquel la jeune Espagnole doit en partie sa célébrité, coupa le visage du pauvre charretier d'un si vigoureux coup de parapluie, que le sang jaillit avec abondance.

Les passants atterrés prenant fait et cause pour le charretier, commencèrent à proférer des injures contre M^{lle} Montès, et s'échauffèrent tellement que M^{lle} Montès jugeant la position périlleuse se jeta dans la boutique d'un pharmacien et ferma la porte si brusquement qu'une partie du vitrage vola en éclat. Mais la foule amassée devant la pharmacie, demandait à hauts cris qu'on lui livrât la coupable, et comme on ne satisfaisait pas à cette sommation menaçante, elle brisa à coups de pierre ce qui restait de carreaux à la devanture.

M^{lle} Lola-Montès put enfin rentrer chez elle dans la nuit, mais le lendemain, dès la pointe du jour, une multitude de curieux stationnait devant l'hôtel qu'elle habite et lançait des pierres contre les fenêtres. Des agents de police parvinrent d'abord à dissiper la foule ; mais comme les rassemblements se renouvaient sans cesse, la police fit établir près de l'hôtel un poste de gendarmerie à pied et mettre un factionnaire à la porte même de M^{lle} Lola-Montès.

On annonce que M^{lle} Lola-Montès comparaitra incessamment devant la police correctionnelle pour répondre du coup de parapluie qu'elle a porté au charretier.

représentation ou exécution en public d'une œuvre dramatique non imprimée ou d'une composition musicale le mérite, sera assimilée aux contrefaçons par la voie de l'impression.

Une autre ordonnance impériale porte qu'attendu que le gouvernement se propose d'exploiter de la manière la plus active les mines de l'Etat, tous les individus condamnés aux travaux forcés ou à la détention dans une maison de force ou de correction, pour cinq ans ou plus, seront employés comme mineurs dans les mines de l'Etat, moyennant un salaire fixé au huitième de celui accordé aux mineurs engagés volontairement.

LES INSTITUTES DE JUSTINIEN, traduites et expliquées par M. E. ETIENNE, professeur de droit romain à la Faculté d'Aix. — 2 forts vol. in-8° ; Paris, 1846, chez Cotillon.

Aucun ouvrage, peut-être, sans en excepter les saintes Ecritures elles-mêmes, n'a été l'occasion ou le prétexte d'autant de volumes que ce petit livre des Institutes. Le nombre seul des éditions originales et des réimpressions s'élève à plusieurs centaines, et l'on remplirait assurément une très vaste bibliothèque avec les traductions, les commentaires, les explications historiques et autres que l'on a écrit sur ce texte depuis la renaissance des études juridiques : chaque année, dans ces cinq ou six derniers siècles, a vu naître quelques-uns de ces ouvrages, et longtemps encore, on peut l'affirmer, chaque année ajoutera plusieurs numéros à leur interminable catalogue.

Pour un certain nombre de personnes c'est là un engagement que rien ne justifie. Avant et depuis la rédaction de nos Codes, mais surtout depuis, plus d'une voix a protesté contre l'énorme dépense de temps et de talent consacrée à l'étude de ce maigre résumé d'une législation morte. L'Université elle-même a été prise à partie à cette occasion : on lui a reproché, non sans vivacité, son esprit routinier et son immobilisme, pour avoir réservé dans ses écoles une place, bien modeste pourtant, à l'enseignement du droit romain. Ces accusations sont tombées de la chaire du professeur sur les bancs de l'étudiant, et l'ont troublé dans sa naïve et nécessaire confiance en la parole de ses maîtres. Rien de moins fondé, cependant, que ces reproches ; et véritablement, si notre système universitaire mérite un blâme, c'est bien plutôt pour avoir fait la part si petite à cet important enseignement.

Le droit romain, quoi qu'on en ait, sera toujours la base la plus solide sur laquelle puisse s'asseoir l'éducation juridique ; il occupera toujours les veilles les plus fructueuses de tout jurisconsulte vraiment digne de ce nom. Ce n'est pas seulement parce que les jurisconsultes romains sont les maîtres immortels dans l'art de réaliser le droit, d'appliquer aux faits de la vie sociale la formule législative et les grands principes de la morale universelle. Leur incomparable supériorité dans la technique du droit n'est pas, nous l'avons vu, ce qui nous frappe le plus, et nous pensons que le droit romain mérite d'être sérieusement médité pour le fond, au moins autant que pour la forme. La vraie grandeur du droit romain, son importance la plus réelle, et ce qui fait qu'il restera toujours le fondement nécessaire de tout enseignement juridique un peu élevé, c'est, à nos yeux, qu'il reproduit et résume en une vaste synthèse toute la pensée juridique de l'antiquité. Les travaux modernes sur les législations anciennes ont mis hors de doute ce fait considérable : ils ont démontré que le jus gentium qui finit peut-être le droit romain tout entier, était bien réellement, comme le disent les sources, le droit commun de tous les peuples policés. Ainsi s'est trouvé vérifié pour la cité juridique comme pour la cité politique, le vers du poète :

Urbem fecisti quod prius orbis erat.

Qui donc oserait dire que l'étude de cette législation où toute une phase du développement de l'humanité a été déposée sa pensée la plus intime, n'est bonne que pour les érudits et ne mérite pas le travail le plus sérieux de tout jurisconsulte ? Autant vaudrait bannir de notre enseignement littéraire Homère ou Virgile, et défendre à nos jeunes architectes de contempler le Parthénon !

Cet intérêt scientifique de l'étude du droit romain domine, selon nous, tout le débat. L'intérêt pratique qui s'y rattache est d'ailleurs trop manifeste pour qu'on puisse le contester. Le droit romain, en effet, est entré profondément dans nos lois, dans nos mœurs, et leur a imprimé à jamais son ineffaçable empreinte. C'est un fait qu'il serait également puéril de nier et de déplorer.

Rien donc qui puisse surprendre dans cette haute fortune des Institutes, de ce livre qui donne un résumé complet, quoique succinct, du droit romain. Cet excellent ouvrage avait d'ailleurs en lui-même de quoi justifier pleinement l'importance qu'on lui a attribuée de tout temps. D'abord il ne nous représente pas seulement l'état du droit romain à un moment donné de sa longue existence ; il nous permet de suivre pas à pas, au moins dans ses lignes générales, le développement successif de l'idée juridique, depuis le droit demi-barbare de la Rome des rois, jusqu'au droit vraiment humain de la Rome des empereurs chrétiens. C'était même, avant la découverte de Gaius, la source la plus féconde que l'on possédât pour cette intéressante histoire. Si les Institutes ne comblaient pas toutes les lacunes, elles donnaient au moins un lien et une sorte d'unité aux renseignements épars et trop incomplets qu'on pouvait recueillir ailleurs sur tel ou tel point du progrès historique du droit romain.

A ce premier caractère bien digne de fixer sur les Institutes l'attention et l'étude des jurisconsultes, s'en joint un autre qui leur vaut depuis bien des siècles l'honneur de servir de point de départ à l'enseignement juridique dans tous les pays d'Occident. Malgré les altérations, parfois malencontreuses, de Tribonien et de ses collègues, le plan des anciens maîtres a été assez respecté pour faire des Institutes le meilleur livre d'éléments que nous possédions. Par leurs aperçus historiques, elles forment le chaînon nécessaire entre l'enseignement littéraire et l'enseignement juridique ; par leurs divisions fondées en général sur la véritable nature des choses, par leurs définitions qui la science a presque toujours conservées, leur étude prépare merveilleusement les élèves aux dissertations étendues qui leur seront faites sur nos lois françaises. Ce n'est donc pas sans raison que plusieurs de nos contemporains, reprenant les voies de leurs devanciers, ont consacré leurs veilles à l'explication des Institutes, et tout travail sérieux sur ce beau sujet mérite un consciencieux examen.

Le dernier venant dans la carrière se recommande à l'avance par le nom de son auteur. M. Etienne est connu et estimé depuis longtemps pour plusieurs bons ouvrages, et surtout pour son excellente traduction du Traité des actions de Zimmermann. Esprit éclairé et discret, profondément versé dans l'étude des sources, et familiarisé avec les savants ouvrages de notre pays et de l'Allemagne, il semblait appelé, plus qu'un autre, à jeter de nouvelles lumières sur un sujet tant de fois traité. L'exercice du professorat lui avait d'ailleurs permis de reconnaître les défauts des livres qui ont aujourd'hui cours dans les écoles. Il a su profiter de cette expérience ; laissant à l'un sa manière confuse, qui, avec un livre d'éléments, a réussi à faire l'un des ouvrages les plus difficiles à étudier que nous connaissions ; abandonnant à l'autre ses

prétentions à la haute philosophie et au beau langage, ses hypothèses souvent plus téméraires qu'heureuses et ses définitions rhétoriciennes qui ne laissent que du vague dans les jeunes esprits, il n'a pas eu de peine à se convaincre qu'un commentaire qui se contenterait d'être clair, exact et précis, aurait beaucoup de chances d'être utile et de se faire agréer. Telle est la pensée sous l'empire de laquelle paraît avoir été écrite la nouvelle explication des Institutes.

Comme son titre l'indique, M. Etienne traduit et explique. Il n'a pas cru sans doute pouvoir s'écarter de la tradition de tous les commentateurs français, en livrant le texte seules médiations de ses lecteurs. Nous oserions affirmer que le surcroît de travail qu'il s'est imposé ainsi fut inutile, et pourtant nous aimons à croire qu'il n'était pas d'une absolue nécessité. Rien de plus facile à comprendre que le texte des Institutes : l'Epitome historia sacra ne l'est pas davantage. La seule difficulté véritable consiste dans les mots techniques, et celle-là, c'est l'affaire du commentaire de la leçon. Nous avons franchement que nous ne saurions nous figurer que les mots français puissance paternelle, donation, testament, aient pour les étudiants un sens plus net que les mots latins correspondants. Il nous est arrivé plus d'une fois, en Allemagne, d'entendre invoquer cette succession continue de traductions des Institutes comme une preuve de la faiblesse de l'enseignement secondaire dans notre pays. Pour l'honneur de l'Université, les auteurs devraient peut-être éviter de donner un prétexte à un jugement qui certainement n'est pas fondé.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle traduction a des mérites réels : elle est fidèle, concise ; elle s'attache à ne pas dépasser le sens de l'original et à ne pas donner une signification trop précise à ce que le latin peut avoir de vague ou d'obscur. Quand les exigences de la langue obligent l'auteur à s'écarter de cette sage réserve et d'opter entre deux traductions qui impliquent deux systèmes opposés d'interprétation, il prend toujours le soin d'indiquer le point qui fait difficulté et la raison de décider. Enfin, M. Etienne a renoncé presque toujours de traduire les mots techniques véritablement intraduisibles ; ce qui lui a valu d'éviter le ridicule où sont tombés la plupart de ses devanciers. Tout cela donne une supériorité incontestable à la nouvelle traduction sur la plupart de celles qui l'ont précédée ; mais, malgré son mérite, elle ne constitue qu'une tâche secondaire dans le travail de son auteur, et nous serions injustes envers la partie vraiment originale de l'ouvrage de M. Etienne, si nous ne nous empressions de consacrer à son appréciation le peu de place qui nous reste encore.

L'ouvrage commence par une introduction où sont réunies des notions succinctes, mais exactes, sur ce qu'on est convenu d'appeler l'histoire externe du droit romain. L'on y trouve aussi des renseignements bibliographiques qui seront utiles aux élèves. Cette introduction se termine par deux tables très bien faites où sont enseignés : d'une part, les synchronismes de l'histoire du droit et de l'histoire politique, et d'autre part les lois, plébiscites et sénatus-consultes dans leur ordre chronologique. Cette introduction remplace avantageusement le commentaire de l'empirique et indigeste *præmium* de Justinien.

Quant au commentaire proprement dit, M. Etienne s'est proposé et a atteint un double but. Il a voulu non seulement expliquer le texte à l'aide de toutes les données historiques, philologiques et juridiques qui pouvaient concourir à ce résultat, mais encore le compléter, en faisant entrer dans son cadre toutes les matières de quelque importance que Justinien avait omises et tous les détails qui n'avaient trouvé leur place dans ce rapide résumé. Du moment où les Institutes formaient le seul objet de l'enseignement du droit romain, il devenait indispensable d'y joindre beaucoup, sous peine de rester incomplet et par là même inintelligible. Dans le choix de ces appendices, M. Etienne a montré à la fois beaucoup de discrétion et de jugement ; il n'a pas voulu renfermer de force dans son ouvrage tout le corps du droit romain, de peur que le commentaire des Institutes ne fût écrasé sous la masse des matériaux étrangers ; mais aussi s'est-il attaché à n'omettre rien de ce qui se rapportait naturellement à son texte. Ces additions se présentent tantôt sous la forme de simples observations sur tel ou tel paragraphe, tantôt sous celle de dissertations étendues. Parmi ces dernières l'on remarquera deux études fort intéressantes sur le droit d'accroissement et sur la règle catonienne, ainsi qu'un excellent travail sur la procédure criminelle chez les Romains. Ce travail remplit une lacune considérable qui, du texte des Institutes, avait passé dans tous les commentaires : il est plein de renseignements curieux, et tout à fait au niveau des dernières conquêtes de la science sur ce terrain trop longtemps négligé.

L'un des avantages du commentaire de M. Etienne, consiste dans le relevé exact des opinions, si souvent divergentes, des plus récents interprètes des Institutes. Chaque fois qu'il rencontre l'une de ces controverses, il expose avec le plus grand soin les arguments invoqués de part et d'autre et donne sa propre solution, en s'appuyant d'arguments presque toujours concluants. L'exactitude des solutions, la précision et la netteté des définitions, la fine analyse des principes et de leurs conséquences prochaines et lointaines, font de ce livre l'un des ouvrages les plus utiles qui aient été écrits sur les Institutes. Ajoutons encore que tout en donnant à toutes les matières les soins qu'elles réclamaient, M. Etienne a insisté particulièrement sur celles qui avaient quelque rapport avec notre droit actuel. Ainsi, pour ne citer que cet exemple, la matière des obligations a reçu des développements très larges et très complets.

Forcé de choisir entre les aspects divers sous lesquels peut se présenter l'étude du droit romain, M. Etienne s'est décidé pour l'exposition claire et méthodique de la législation en vigueur à l'époque de Justinien. La partie historique, sans être sacrifiée, n'avait dans son plan et n'a reçu dans son livre qu'une place secondaire. Ce n'est point sur ce terrain que nous aimerions, pour notre part, voir se fixer l'étude du droit romain. Cette méthode est, suivant nous, à la fois la plus ingrate et la moins fructueuse ; mais c'est celle qui est imposée en quelque sorte par les règles constitutives de l'enseignement du droit en France. Et puis, nous devons le dire, il serait peut-être dangereux de mener tout d'abord les commençants, à travers le labyrinthe des hypothèses, à la recherche des phases diverses qu'a subies ce grand travail du monde ancien sur l'idée juridique.

Les tentatives récentes faites dans cette voie ne paraissent pas avoir été couronnées de succès, et peut-être est-ce avec juste raison que, dans la Faculté de Paris, l'on fait de l'histoire du droit la conclusion et le complément de l'enseignement juridique. Le point principal, au début de toute étude, c'est d'avoir des données certaines et des idées nettes sur les matières qui la composent. Sous ce rapport, le livre de M. Etienne remplit parfaitement son objet. Il pouvait tenir une voie moins aride et rechercher un succès plus brillant, en poursuivant la filiation des institutions juridiques chez les Romains : il a préféré étudier ces institutions en elles-mêmes, dans leur forme dernière, et en donner l'exposition la plus claire et la plus exacte. Il a fait ainsi un livre qui sera utile non seulement aux élèves, mais à tous ceux qui voudront se pénétrer du dernier état du droit romain, soit pour l'appliquer à l'interprétation du droit français, soit pour

assurer leur point de départ, avant d'aborder les hypothèses et les incertitudes qui encombrant encore l'hypothèse interne du droit romain. Car les sources de cette histoire sont tellement incomplètes que c'est en remontant les cours des âges qu'on peut seulement espérer de la connaître : ici le point de départ est véritablement au terme de la carrière, et il faut savoir gré à M. Etienne de l'avoir éclairé de tant de lumière.

CHAUFFOUR, Professeur-suppléant à la Faculté de Strasbourg.

— M. H. Double, avocat, qui a exercé avec distinction pendant plusieurs années les fonctions d'avoué près la Cour royale de Paris, vient d'être, en vertu d'une création spéciale de M. le ministre de la guerre, nommé notaire à la résidence d'Alger.

— Au Gymnase, Irène par Rose Chéri et Bressant. — Les trente premières représentations de la Révolution française, ont produit plus de 130,000 francs de recette. Jamais on n'avait vu vogue pareille, et cette vogue durera jusqu'au jour, malheureusement trop prochain, où la belle et vaillante armée du Cirque-Olympique doit être licenciée au milieu de son plus beau triomphe, pour faire place aux phalanges lyriques de M. Adam.

SPECTACLES DU 26 FEVRIER.

OPÉRA. — L'Ame en peine, la Jolie Fille de Gand. FRANÇAIS. — Le Mariage d'argent. OPÉRA-COMIQUE. — La Dame blanche. ITALIENS. — Agnès de Méranie. VAUDEVILLE. — Le Fantôme, M^{lle} Navarre, l'Ile de Robinson. VARIÉTÉS. — Maître Jean, Irène. GYMNASIUM. — Le Filleul de tout le monde. PALAIS-ROYAL. — La Poudre-coton, Amour et Biberon. PORTE-SAINT-MARTIN. — Lucrèce Borgia. GAITÉ. — Les Mystères du Carnaval. AMBIGU. — La Closerie des Genêts. CIRQUE. — La Révolution française. COMTE. — Salvator ou le Monte-Christo de la Jeunesse. FOLIES. — La Planète, Bal et Bastringue. SALLE BONNE-NOUVELLE. — Prestidigitation et concerts à 8 h.

VENTES IMMOBILIERES.

AUDIENCE DES CRÉES.

Paris.

DEUX BELLES MAISONS. Etude de M^e ESTIENNE, avoué à Paris, rue Ste-Anne, 34. — Vente en l'audience des créés du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice à Paris, en deux lots qui ne seront pas réunis. De deux belles Maisons, sises à Paris, rue du Marché-Saint-Laurent, 5 et 7, en face l'embarcadere du chemin de fer de Strasbourg. L'adjudication le samedi 27 février 1847. 1^{er} lot. Une maison, n^o 5, d'un rapport de 8,500 francs, susceptible d'augmentation. Mise à prix : 80,000 francs. 2^e lot. Une maison, n^o 7, d'un rapport, également susceptible d'augmentation, de 7,500 francs. Mise à prix : 75,000 francs. S'adresser pour les renseignements : 1^o à M^e Estienne, avoué poursuivant, dépositaire d'une copie du cahier des enchères et des titres de propriété ; 2^o à M^e Dupare, rue des Petits-Champs, 50, avoué coadjuteur. (5439)

MAISON A MAISON-ALFORT. Etude de M^e Stanislas PLOQUE, avoué à Paris, rue Thévenot, 16. — Vente sur licitation entre majeurs, en l'audience du Tribunal de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris, une heure de relevée. D'une Maison avec cour, jardin et dépendances, sise grande Rue, 23, à Maison-Alfort près Paris, canton de Charenton, département de la Seine. L'adjudication aura lieu le mercredi 3 mars 1847. Cette maison occupe sur la grande Rue une façade d'environ 7 mètres ; elle fait retour sur une petite rue, sur laquelle elle occupe une façade d'environ 32 mètres 50 centimètres. La superficie totale est d'environ 540 mètres. Cette propriété est inscrite. Mise à prix : 7,500 francs. S'adresser pour les renseignements : 1^o à M^e Ploque, avoué, dépositaire d'une copie du cahier des charges, à Paris, rue Thévenot, 16 ; 2^o à M^e Lefebvre-Saint-Maur, avoué présent à la vente, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, 45 ; 3^o à M^e Tiphaine Désaunays, notaire à Paris, rue de Mézières, 3. (5437)

MAISON A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Etude de M^e LAVOCAT, avoué, rue du Gros-Chenet, 6. — Adjudication en l'audience des créés du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice, à Paris, une heure de relevée, le mercredi 10 mars 1847. D'une Maison de campagne avec jardin, terrain et dépendances, sise à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), rue de Sully et rue du Boulingrin. Sur la mise à prix de 100,000 francs. S'adresser, pour les renseignements : Audit M^e Lavocat, avoué poursuivant. (5413)

HOTEL. Etude de M^e Masson, avoué à Paris, quai des Orfèvres, 18. — Baisse de mise à prix. — Vente sur licitation aux créés du Tribunal de la Seine, le samedi 13 mars 1847. D'un Hôtel sis à Paris, place du Palais-Bourbon, 85. Entrée en jouissance immédiate, Réserve d'un mois pour l'enlèvement ou la vente du mobilier. Mise à prix, 140,000 francs, au lieu de 180,000 francs. Glaces à prendre en sus du prix, 5,015 francs. S'adresser pour les renseignements : 1^o à M^e Masson, avoué-poursuivant, quai des Orfèvres, 18 ; 2^o à M^e Fouret, avoué coadjuteur, rue Sainte-Anne, 51 ; 3^o à M^e Dautrive, notaire, rue Coq-Héron, 5 ; 4^o à M^e Rignault, avoué, rue de Lille, 83, sans un mot duquel on ne pourra visiter l'hôtel. (5416)

A Versailles.

MAISON A VERSAILLES. Etude de M^e PEERT, avoué à Versailles. — Adjudication sur saisie immobilière le jeudi 11 mars 1847, à midi, en l'audience des créés du Tribunal civil de première instance séant à Versailles. D'une Maison avec cour, jardin et dépendances, sise à Versailles, boulevard Saint-Antoine, 31 et 33, le tout d'une contenance d'environ 11 ares. Mise à prix 5,000 francs. S'adresser pour les renseignements : A Versailles : 1^o à M^e Peert, avoué poursuivant, rue des Réservoirs, n. 23 ; 2^o à M^e Laumailleur, rue des Réservoirs, 17 ; 3^o à M^e Manuel, rue Hoche, 18 ; Tous deux présents à la vente. (5488)

AVIS DIVERS.

ON DEMANDE des inspecteurs et des agents pour une des principales compagnies d'assurances sur la vie. — Appointements fixes et remises avantageuses. — La première condition est de fournir de bons renseignements sur sa moralité et son aptitude aux affaires. — S'adresser rue Louis-le-Grand, 23, de dix heures à midi, demander M. Godroy.

à la personne dont les cors et à CENT MILLE FRANCS onguents résisteraient au nouveau remède de GERVAIS, chirurgien-pédicure du roi des Belges, fixé à Paris, rue CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 22, au 1^{er}. Prix : 1 fr. 25 c. le rouleau avec la brochure. (On expédie.)

SPECIALITÉ DE CHAUSSURES EN CAOUTCHOUC Des fabriques de M. PERRONCEL, rue Saint-Martin, 239. — Souliers, socques, bottes pour la chasse dans les marais, etc., réunissant à l'élegance des formes, comme à la solidité, l'avantage incontestable de garantir les pieds de l'humidité, et conséquemment du froid, cause de la plupart des maladies qui régissent dans les saisons pluvieuses. Chaussoirs, caoutchouc en feuilles, en poires et chaussons.

AUSSANDON, DENTISTE, péron du Palais-Royal, au moyen des vapeurs de PETHER.

A CEDER le fermage et l'exploitation des annonces d'un bon journal, donnant un bénéfice annuel de 15,000 francs, susceptible d'augmentation. Cette affaire, d'après son organisation, est facile à diriger et offre de grands avantages. — S'adresser à M. CLAIRET, notaire, rue Louis-le-Grand, 28.

En vente les 12 premiers volumes de la BIOGRAPHIE DES HOMMES DU JOUR, Par MM. GERMAIN SARRUT et B. SAINT-EDME.

Le 13^e volume est sous presse. — L'ouvrage complet formera 16 volumes in-4^e à doubles colonnes de 400 à 500 pages chacun. — S'adresser chez KRABBE, éditeur, rue Dauphine, 39, et chez tous les libraires de Paris et des départements. — Prix de la livraison de deux feuilles : 50 centimes. Les portraits sont remis gratis aux Souscripteurs à l'ouvrage entier.

COMPAGNIE D'ASSURANCES MUTUELLES

Pour la libération du service militaire, étendue à toute la France. L'ALLIANCE DES FAMILLES ET DE L'ARMÉE, dont le principe est basé sur une vaste mutualité et d'après une combinaison toute nouvelle, donne aux souscripteurs les plus grands avantages et réunit ÉCONOMIE et SÉCURITÉ. — Les assurés, libérés, réformés ou exemptés, versent chez un dépositaire de leur choix une mise commune de 500 fr., après le conseil de révision. — Toutes ces mises appartiennent aux assurés tombés au sort. — L'ALLIANCE DES FAMILLES ET DE L'ARMÉE, qui autorise de déposer en un seul versement aux Caisse d'épargne du royaume le prix du remplacement, se charge des remplacements des assurés tombés, s'ils le désirent. — Les remplacements Siège de la Direction générale : Rue de Bondy, 30, et 32, boulevard Saint-Martin, à Paris. — Sous-direction de la Seine : Rue de l'Abbaye, faubourg Saint-Germain. — Succursale : Quai de la Tournelle, 25.

L'ALLIANCE DES FAMILLES ET DE L'ARMÉE

effectuent au corps par des militaires encore sous les drapeaux, sans déplacement aucun de l'assuré, et le prix du remplacement est déposé à la Caisse d'épargne, au nom et pour le compte du remplaçant. Des directeurs et des agents sont établis dans toutes les localités de la France, auxquels on peut s'adresser pour les renseignements et les formalités. — CONSULTATIONS GRATUITES tous les jours de dix à quatre heures, au Siège de la Direction générale.

Compagnie des Mines, Forges et Fonderies d'Aubin (Aveyron)

MM. les actionnaires sont prévus que l'assemblée générale annuelle aura lieu le 27 mars prochain, midi précis, au siège social, rue Richelieu, 84, à Paris. La même assemblée devra, par extraordinaire, dans les conditions et avec la majorité prévues, délibérer sur les modifications statutaires (Art. 48 et 51 des statuts). Tout titulaire de vingt actions de capital, dont la propriété est antérieure de quinze jours, au moins, au jour de la réunion, est membre de l'assemblée générale. MM. les actionnaires sont invités à se présenter, du 5 au 25 mars prochain, aux bureaux de la compagnie, pour produire leurs titres et retirer leur carte d'admission.

LONGUEVILLE, 10, r. Richelieu, près le Théâtre-Français. CHEMISES.

VINAIGRE de toilette de la Société Hygiénique.

Ce Vinaigre BALSAMIQUE, TONIQUE et RAFRAICHISSANT remplace avec une grande supériorité l'eau de Cologne et toutes les eaux spiritueuses employées pour la toilette; il est plus riche en principes aromatiques et balsamiques; son odeur est plus fine et plus suave. BLANCHEUR DE LA PEAU, BOUTONS, ROUGEURS. Le Vinaigre de la Société Hygiénique, employé en lotions pour les mains, le visage et toutes les parties du corps (quelques gouttes par verre d'eau), il rafraîchit et adoucit la peau, il augmente sa blancheur, et fait disparaître les rougeurs, boutons, éphélides et efflorescences. Après la barbe, il ôte le feu du rasoir mieux que tout autre cosmétique. BAINS. Un bain dans lequel on ajoute le quart ou la moitié d'un flacon de ce Vinaigre, raffermi les chairs, enlève les démangeaisons, redonne de la souplesse et de la vigueur aux membres fatigués, détruit toute odeur de transpiration et procure un bien-être inexprimable. SOINS DE LA BOUCHE. Employé pour la bouche (six à huit gouttes dans un verre d'eau), il rafraîchit les gencives, enlève le tartre, blanchit les dents, et rend l'haleine douce et fraîche. Il convient aux personnes qui au réveil ont la bouche amère, sèche et pâteuse, ainsi qu'aux fumeurs, auxquels il ôte toute odeur de tabac. TOILETTE DES DAMES. Ses qualités toniques et balsamiques le rendent inappréciable pour les soins journaliers et les usages secrets et délicats de la toilette des Dames. Voir pour plus de détails le prospectus qui accompagne chaque flacon. ASSAINISSEMENT DE L'AIR, MIGRAINES, SYNCOPES. Les médecins recommandent le Vinaigre de la Société Hygiénique aux personnes qui visitent les malades, qui fréquentent les spectacles, les bals et autres lieux où l'air est plus ou moins vicié, à celles qui sont sujettes aux pesanteurs de tête, aux migraines, aux maux de cœur, aux étouffements, aux syncopes. Il assainit et purifie l'air, il fortifie et ranime les fonctions des organes de la respiration, il rafraîchit le cerveau et donne du ton à l'organisme. Le prix du Vinaigre de la Société Hygiénique est de 2 fr. le flacon. Paris, Entrepôt général, r. J.-J. Rousseau, 5.

Chaque flacon est coiffé de parchemin fixé par une petite médaille dont les deux faces portent le cachet ci-dessus. Chaque étiquette porte également la signature ci-dessus. Tout flacon qui ne portera pas ces marques doit être refusé comme contrefait.

NE CONFONDEZ PAS.

C'est uniquement et toujours NÉ DES PETITS-AUGUSTINS, 11, que l'on trouve à Paris, depuis 1793, le véritable Rob anti-ophthalmique de Lafecteur. — L'ancienne maison LAFFECTEUR, fondée en 1778 n'a pas cessé de fabriquer, vendre et expédier ce vieux remède. Elle lui a conservé son efficacité primitive et n'a rien changé à son administration pratique. — Le prix du véritable Rob de Lafecteur n'a pas varié depuis son origine. — (Voir, rue J.-J. Rousseau, 20, l'Almanach Botin de 1847, page 1846. Ce livre se trouve dans toutes les maisons de commerce de la France et de l'étranger. Il donne quatre pages d'explications sur le Rob et la marque Lafecteur. — Les bouteilles n'ont jamais eu de cachets en verre sur le ventre). — Remise aux exportateurs.

VENTES MOBILIÈRES.

Etude de M. JACQUIN, huissier, rue des Bons-Enfants, 23. En une maison sise à La Villette, rue de Flandres, à l'enseigne du Soleil. Le dimanche 23 février 1847. Consistant en 6 lots de vins marqués Gam. n° 164, et 20 paniers de champagne. Au comptant. (5519)

Etude de M. REGNAULT, huissier, rue de Louvois, 2.

En l'Hôtel des Commissaires-Priseurs, place de la Bourse, 2. Le samedi 27 février 1847. Consistant en 4 bureaux, cartonniers, fauteuils, tables, comptoirs, etc. Au comptant. (5520)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

Par acte sous signature privée du 15 février 1847, enregistré le 23 même mois, folio 3, recto, case 9, la société existant entre M. Alexandre-Edmond LOYSEL et M. Eugène HUBIN, rue Saint-Louis 11 et 9, au Marais, prend fin au 28 courant.

Elle est remplacée par une nouvelle société entre lesdits sieurs, sous la raison LOYSEL et HUBIN, commençant le 1^{er} mars 1847 et finissant le 31 décembre 1853. Ils ont tous deux la signature sociale, pour n'en faire usage que pour les affaires de commerce.

Cette dernière sera suivie par une société en commandite par rapport à M. Loyse, et agréée par M. Hubin, sous la raison Eugène HUBIN et C^o, commençant le 1^{er} janvier 1854, et finissant le 31 décembre 1858.

Ces sociétés ont pour but le commerce et la fabrication des métaux. Pour extrait. Paris, 24 février 1847. Eugène HUBIN, Edmond LOYSEL. (7300)

Etude de M. Amédée DESCHAMPS, avocat-agréé, sise à Paris, rue Neuve-St-Marc, 4. D'un acte sous signature privée, en date à Paris, du 20 février 1847, enregistré le 22 du même mois, fait double entre M. Emmanuel DIETRICH-RICOU, négociant, demeurant à Paris, rue Marie, 10, d'une part; Et M. Antoine-Louis-Joseph GERDRET, de-

MALADIES DES CHEVEUX ET DE LA BARBE.

GUÉRISON ASSURÉE DE TOUTES LES ALTÉRATIONS DU CHEVEU. MADE ACALVITIENNE DE M. OBERT, préparée à l'aide de moyens inconnus jusqu'à présent, a la chute et de la faire repousser sur les têtes qui en sont privées même depuis longtemps. — Prix : 8, 11 ou 16 francs. S'adresser à M. OBERT, le seul qui ait fait des études spéciales à ce sujet, rue HAUTEFEUILLE, 30, près l'Ecole de Médecine, à Paris. — CONSULTATIONS GRATUITES tous les jours de dix à quatre heures, au Siège de la Direction générale.

TRAITÉ DU CONTRAT MARIAGE.

Par Pierre ODIER, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de Genève. TROIS VOLUMES in-octavo — Prix : 21 francs. Premier volume : REGIME LEGAL ou de droit commun. — Deuxième volume : CONVENTIONS MATRIMONIALES, Communauté conventionnelle, Régimes exclusifs de communauté et séparation contractuelle. — Troisième volume : REGIME DOTAL, paraphernaux, société d'acquies. Chez J. CHERBULIEZ, 6, place de l'Oratoire-du-Louvre, et chez JOUBERT, libraire de la Cour de Cassation, 14, rue des Grès, à Paris.

CLASSE 1846. ASSURANCES MILITAIRES.

Par MM. LUCHASTAING, SOUTY ET C^o, rue de la Sourdière, 31. — Cette maison, fondée en 1826, se recommande aux familles par les antécédents les plus honorables, et par les prix modérés auxquels elle a réduit cette année ses assurances.

RUE N.-ST-ESTACHE, 58. COMPTOIR DE VENTE POUR LA VENTE SEULEMENT. MÊME RUE, 36. CANILLE DANIN. NEUVIÈME ANNÉE.

La maison procure la vente contre espèces de marchandises de toutes fabriques sur consignation ou échantillons; avance des fonds sur dépôt de marchandises et bons titres; procure les négociations de papier connu, avec ou sans garantie; fait prêter et place elle-même des fonds dans les opérations qui lui paraissent avantageuses; facilite des placements d'argent à de bonnes conditions et avec toute garantie. — ELLE DEMANDE UN REPRÉSENTANT DANS CHAQUE VILLE DE FABRIQUE; il doit connaître les marchandises et être recommandé par des commerçants connus. (Toute lettre non affranchie est refusée.)

ENTREPRISE SPECIALE DES ANNONCES

POUR TOUS LES JOURNAUX DE PARIS, DES DÉPARTEMENTS ET DE L'ÉTRANGER. S'adresser à M. NORBERT ESTIBAL, Fermier d'annonces de divers journaux, rue Neuve-Vivienne, 53, à Paris.

DEMANDES DE REPRESENTANTS LA MATERNELLE

1,200 FRANCS A 20,000 FRANCS par an D'APPOINTEMENTS. CAPITAL SOCIAL : UN MILLION. Associations mutuelles pour toute la France.

Demande un représentant dans chaque chef-lieu d'arrondissement : Appointements fixes 4,900 fr. par an; un intérêt dans les affaires qui peut s'élever à 4,000 fr. annuellement. HUIT PRÉMIERS seront accordés aux représentants qui auront fait le plus d'affaires, relativement à la population de leur circonscription, Paris excepté. Les primes seront de : la 1^{re} 45,000 fr.; la 2^e 42,000; la 3^e 40,000; la 4^e 38,000; la 5^e 36,000; la 6^e 34,000; la 7^e 32,000; la 8^e 30,000 fr. S'adresser, pour toute demande d'emploi au directeur général de la Maternelle, 471, rue Montmartre, à Paris. (Toute lettre non affranchie sera rigoureusement refusée.)

BOTTERIE DE LUXE A PRIX FIXE. Bernard, Chapuis et Molière, 4, rue de la Bourse.

Fabricants de premier ordre, se sont fait une réputation par leur genre de travail, qui ne laisse rien à désirer; ainsi, dans leurs magasins, on trouve un assortiment complet de chaussures de ville, bals et soirées. La dévotion de cet établissement possède un point d'aller de confiance. Les étrangers n'y seront point surpris. Les prix sont les mêmes pour tout le monde. On prend mesure sans augmentation.

Maladies des Yeux et des Paupières. VARIÉES, Bas LEPELLETRIEU.

En caoutchouc, avec ou sans lacs, suivant les cas. Compression ferme, régulière et continue, qui émeut un point soulageant, soulage la guérison. Pharm. LEPELLETRIEU, 78, faubourg Montmartre. Affr.

REMBES A HUITAINE.

Du sieur VALLANT (Louis-Auguste), grainetier, à Boulogne, le 3 mars à 1 heure (N° 649 du gr.). Pour reprendre la délimitation ouverte sur le concordat proposé par le failli, l'admettre, s'il y a lieu, ou passer à la formation de l'union, et, dans ce cas, donner leur avis sur l'opportunité du maintien ou du remplacement des syndics.

PRODUCTION DE TITRES.

Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer. MM. les créanciers : Du sieur MARTIN (Xavier), aubergiste, rue des Fontaines-du-Temple, 7, entre les mains de M. Maillet, rue des Jeûneurs, 14, syndic de la faillite (N° 6790 du gr.).

CONCORDATS.

Du sieur BELLET (Jean-Baptiste), ancien lingier, rue de Cléry, 68, le 5 mars à 3 heures (N° 6653 du gr.). Du sieur HALPHEN (Léon-Cerd), tailleur, rue St-Honoré, 41, le 5 mars à 3 heures (N° 6394 du gr.). Du sieur CABOS (Mathieu), boulanger, à Grenelle, le 5 mars à 10 heures (N° 6245 du gr.). Du sieur ALLEMAND, colporteur, rue d'Angoulême-du-Temple, 12, le 5 mars à 10 heures (N° 6547 du gr.).

ASSEMBLÉES DU 26 FEVRIER 1847.

DIX HEURES : Julien fils, mercier, synd. — Clérisse, boucher, vérif. — Ducre fils, anc. nég. en soie, clôt. — Lucas, loueur de voitures, id. — Roulet, fab. de couleurs, id. — Dacosta, md de rubans, id. — Pradel, fab. de bretelles, id. — Tuchmann, mercier, conc. — Prouthau, épicière, id. — Paris, épicière, red. de comptes. MIDI : Val, nég. en vins, vérif. — Lenfant, id. — Vial, Lecrer et C^o, nég. en vins et spiritueux, clôt. — Cesselin, anc. nég. en conc. — Four, id. — M. Rey, md d'objets d'art, conc. NOTA. Il ne sera admis que les créanciers reconnus.

Systeme de remplacement

Réussissant économique et sûr, et applicable conformément à la loi sur le remplacement militaire, du 18 juillet 1844, qui autorise à déposer en un seul versement aux caisses d'épargne du royaume le prix du remplacement, et le prix du remplacement est déposé à la Caisse d'épargne, au nom et pour le compte du remplaçant.

OFFICE GÉNÉRAL DU CONTENTIEUX spécialement consacré à LA SOURCE MINÉRALE. — BOULEVARD POISSONNIÈRE, 50, rue de Bondy.

FAILLITES

Rédaction des actes de société, de vente, de cession, et généralement de tous actes sous-seings privés, — procès, recouvrements, — liquidation de complaisances, vérification et redressement d'écriture.

VIN DE BUSSANG

Du DOCTEUR LE MOIT. Depuis 25 ans, on prend à Paris, sous le nom d'eau factice, les bases minérales de certaines sources délayées dans de l'eau de Seine. M. Bussang renferme ensuite ces mêmes bases dans des pastilles aromatisées. Mais le docteur Le Moit a imaginé de nous administrer ces précieux résidus associés à un excellent malaga, et, par cette petite quantité, ajoute lui-même à l'efficacité des bases toniques et digestives de l'eau minérale la plus agréable à boire : celle de Bussang (Vosges), la bouteille, prix : 3 francs.

PASTILLES ET EAUX NATURELLES DE BUSSANG.

L'eau de Bussang est parfaite; je ferai tout ce qui sera en moi pour propager cette boisson aussi excellente que salutaire. E. PARISSET, Secrétaire général de l'Association des Médecins.

TOILETTE DES DAMES

POMMADE-PHILOMÈNE DE LA SOCIÉTÉ HYGIÉNIQUE. Cette préparation est onctueuse et fondante; elle rend les cheveux brillants et souples, les fait épais et les empêche de tomber. Les matières dont elle se compose sont de la plus grande pureté, et, par conséquent, ne laissent sur la tête ni résidu ni pellicules.

C'est surtout pour ces sortes de préparations que le choix des parfums n'était pas indifférent; aussi n'a-t-on employé, pour la POMMADE-PHILOMÈNE DE LA SOCIÉTÉ HYGIÉNIQUE, que des odeurs d'une suavité douce, fraîche et salutaire; elle doit à ces précautions et aux soins apportés dans sa préparation, entre autres avantages, celui de ne point occasionner les migraines ou maux de tête si souvent produits par les pommades de la parfumerie ordinaire; elle n'a pas non plus, comme la plupart de ces pommades, l'inconvénient d'altérer la nuance des cheveux. — Le prix du flacon est de 1 fr. 50 c.

Entrepôt général, rue J.-J. Rousseau, 5.

BAZAR PROVENÇAL.

11 bis, boulevard de la Madeleine, 104, rue du Bac. Établissement modèle, entre sur la vieille loggia de nos pères, fondé par M. AYMÉ DE MARSEILLE, et où se trouvent réunies avec les Huiles d'Aix, sa spécialité, toutes les denrées de la Provence dans leur pureté native, sans addition aucune, ce qui par le temps qui court offre une singularité qui semble leur du prodige. O tempora! O mores! CONFITURE DE MIGNON. — C'est au foyer domestique, après le vendange, que se fait en famille, sans art et sans fraude, cette savoureuse véritable pol-pour de tous les bons fruits réunis du Midi, et qui n'est pas remplace par les réflexions frugales et patriarcales. Elle offre à l'épouse de bureau un déjeuner confortable, à lui laisser attendre patiemment le dîner, elle fortifie l'enfant en le rafraîchissant, et ce liquide qu'on nomme café, aussi échauffant qu'irritant. Le vieillardi, privé de ses dents, se voit revivre avec bonheur et retrouvant tous les fruits qui lui manquent dans sa jeunesse, et auxquels il avait été obligé de renoncer, tant par la fermeté de leur chair que par leur crudité; elle est aussi le plat de prédilection pour les collations de carême et les jours d'abstinence; et enfin elle aura aussi sa place sur la table des grands, parce que chacun aime maintenant ce qui n'est ni fardé ni poudré.

RENTÉ DE LA VILLE. Obligations de la ville. Caisse hypothécaire. Caluso Ganneron, c. 1000 f. 4 Canaux aux primes. Mines de la Grand-Combe. Zinc Vieille-Montagne. R. de Bagnères, 1. de janvier. Récompenses Rothschild.

FONDS ÉTRANGERS.

Cinq 0/0 de l'État romain. Espagne, dette active. Dette diff. autrichien. Trois 0/0 1848. Belgique, Emprunt 1831. — 1842. — 1843. — 1844. — 1845. — 1846. — 1847. — 1848. — 1849. — 1850. — 1851. — 1852. — 1853. — 1854. — 1855. — 1856. — 1857. — 1858. — 1859. — 1860. — 1861. — 1862. — 1863. — 1864. — 1865. — 1866. — 1867. — 1868. — 1869. — 1870. — 1871. — 1872. — 1873. — 1874. — 1875. — 1876. — 1877. — 1878. — 1879. — 1880. — 1881. — 1882. — 1883. — 1884. — 1885. — 1886. — 1887. — 1888. — 1889. — 1890. — 1891. — 1892. — 1893. — 1894. — 1895. — 1896. — 1897. — 1898. — 1899. — 1900. — 1901. — 1902. — 1903. — 1904. — 1905. — 1906. — 1907. — 1908. — 1909. — 1910. — 1911. — 1912. — 1913. — 1914. — 1915. — 1916. — 1917. — 1918. — 1919. — 1920. — 1921. — 1922. — 1923. — 1924. — 1925. — 1926. — 1927. — 1928. — 1929. — 1930. — 1931. — 1932. — 1933. — 1934. — 1935. — 1936. — 1937. — 1938. — 1939. — 1940. — 1941. — 1942. — 1943. — 1944. — 1945. — 1946. — 1947. — 1948. — 1949. — 1950. — 1951. — 1952. — 1953. — 1954. — 1955. — 1956. — 1957. — 1958. — 1959. — 1960. — 1961. — 1962. — 1963. — 1964. — 1965. — 1966. — 1967. — 1968. — 1969. — 1970. — 1971. — 1972. — 1973. — 1974. — 1975. — 1976. — 1977. — 1978. — 1979. — 1980. — 1981. — 1982. — 1983. — 1984. — 1985. — 1986. — 1987. — 1988. — 1989. — 1990. — 1991. — 1992. — 1993. — 1994. — 1995. — 1996. — 1997. — 1998. — 1999. — 2000. — 2001. — 2002. — 2003. — 2004. — 2005. — 2006. — 2007. — 2008. — 2009. — 2010. — 2011. — 2012. — 2013. — 2014. — 2015. — 2016. — 2017. — 2018. — 2019. — 2020. — 2021. — 2022. — 2023. — 2024. — 2025. — 2026. — 2027. — 2028. — 2029. — 2030. — 2031. — 2032. — 2033. — 2034. — 2035. — 2036. — 2037. — 2038. — 2039. — 2040. — 2041. — 2042. — 2043. — 2044. — 2045. — 2046. — 2047. — 2048. — 2049. — 2050. — 2051. — 2052. — 2053. — 2054. — 2055. — 2056. — 2057. — 2058. — 2059. — 2060. — 2061. — 2062. — 2063. — 2064. — 2065. — 2066. — 2067. — 2068. — 2069. — 2070. — 2071. — 2072. — 2073. — 2074. — 2075. — 2076. — 2077. — 2078. — 2079. — 2080. — 2081. — 2082. — 2083. — 2084. — 2085. — 2086. — 2087. — 2088. — 2089. — 2090. — 2091. — 2092. — 2093. — 2094. — 2095. — 2096. — 2097. — 2098. — 2099. — 2100. — 2101. — 2102. — 2103. — 2104. — 2105. — 2106. — 2107. — 2108. — 2109. — 2110. — 2111. — 2112. — 2113. — 2114. — 2115. — 2116. — 2117. — 2118. — 2119. — 2120. — 2121. — 2122. — 2123. — 2124. — 2125. — 2126. — 2127. — 2128. — 2129. — 2130. — 2131. — 2132. — 2133. — 2134. — 2135. — 2136. — 2137. — 2138. — 2139. — 2140. — 2141. — 2142. — 2143. — 2144. — 2145. — 2146. — 2147. — 2148. — 2149. — 2150. — 2151. — 2152. — 2153. — 2154. — 2155. — 2156. — 2157. — 2158. — 2159. — 2160. — 2161. — 2162. — 2163. — 2164. — 2165. — 2166. — 2167. — 2168. — 2169. — 2170. — 2171. — 2172. — 2173. — 2174. — 2175. — 2176. — 2177. — 2178. — 2179. — 2180. — 2181. — 2182. — 2183. — 2184. — 2185. — 2186. — 2187. — 2188. — 2189. — 2190. — 2191. — 2192. — 2193. — 2194. — 2195. — 2196. — 2197. — 2198. — 2199. — 2200. — 2201. — 2202. — 2203. — 2204. — 2205. — 2206. — 2207. — 2208. — 2209. — 2210. — 2211. — 2212. — 2213. — 2214. — 2215. — 2216. — 2217. — 2218. — 2219. — 2220. — 2221. — 2222. — 2223. — 2224. — 2225. — 2226. — 2227. — 2228. — 2229. — 2230. — 2231. — 2232. — 2233. — 2234. — 2235. — 2236. — 2237. — 2238. — 2239. — 2240. — 2241. — 2242. — 2243. — 2244. — 2245. — 2246. — 2247. — 2248. — 2249. — 2250. — 2251. — 2252. — 2253. — 2254. — 2255. — 2256. — 2257. — 2258. — 2259. — 2260. — 2261. — 2262. — 2263. — 2264. — 2265. — 2266. — 2267. — 2268. — 2269. — 2270. — 2271. — 2272. — 2273. — 2274. — 2275. — 2276. — 2277. — 2278. — 2279. — 2280. — 2281. — 2282. — 2283. — 2284. — 2285. — 2286. — 2287. — 2288. — 2289. — 2290. — 2291. — 2292. — 2293. — 2294. — 2295. — 2296. — 2297. — 2298. — 2299. — 2300. — 2301. — 2302. — 2303. — 2304. — 2305. — 2306. — 2307. — 2308. — 2309. — 2310. — 2311. — 2312. — 2313. — 2314. — 2315. — 2316. — 2317. — 2318. — 2319. — 2320. — 2321. — 2322. — 2323. — 2324. — 2325. — 2326. — 2327. — 2328. — 2329. — 2330. — 2331. — 2332. — 2333. — 2334. — 2335. — 2336. — 2337. — 2338. — 2339. — 2340. — 2341. — 2342. — 2343. — 2344. — 2345. — 2346. — 2347. — 2348. — 2349. — 2350. — 2351. — 2352. — 2353. — 2354. — 2355. — 2356. — 2357. — 2358. — 2359. — 2360. — 2361. — 2362. — 2363. — 2364. — 2365. — 2366. — 2367. — 2368. — 2369. — 2370. — 2371. — 2372. — 2373. — 2374. — 2375. — 2376. — 2377. — 2378. — 2379. — 2380. — 2381. — 2382. — 2383. — 2384. — 2385. — 2386. — 2387. — 2388. — 2389. — 2390. — 2391. — 2392. — 2393. — 2394. — 2395. — 2396. — 2397. — 2398. — 2399. — 2400. — 2401. — 2402. — 2403. — 2404. — 2405. — 2406. — 2407. — 2408. — 2409. — 2410. — 2411. — 2412. — 2413. — 2414. — 2415. — 2416. — 2417. — 2418. — 2419. — 2420. — 2421. — 2422. — 2423. — 2424. — 2425. — 2426. — 2427. — 2428. — 2429. — 2430. — 2431. — 2432. — 2433. — 2434. — 2435. — 2436. — 2437. — 2438. — 2439. — 2440. — 2441. — 2442. — 2443. — 2444. — 2445. — 2446. — 2447. — 2448. — 2449. — 2450. — 2451. — 2452. — 2453. — 2454. — 2455. — 2456. — 2457. — 2458. — 2459. — 2460. — 2461. — 2462. — 2463. — 2464. — 2465. — 2466. — 2467. — 2468. — 2469. — 2470. — 2471. — 2472. — 2473. — 2474. — 2475. — 2476. — 2477. — 2478. — 2479. — 2480. — 2481. — 2482. — 2483. — 2484. — 2485. — 2486. — 2487. — 2488. — 2489. — 2490. — 2491. — 2492. — 2493. — 2494. — 2495. — 2496. — 2497. — 2498. — 2499. — 2500. — 2501. — 2502. — 2503. — 2504. — 2505. — 2506. — 2507. — 2508. — 2509. — 2510. — 2511. — 2512. — 2513. — 2